



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 28 MARS 1914.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçues après-midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 931

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 27 mars 1914.

Le dix-huit mars mil neuf cent quatorze, l'honorable M. Joseph-Adolphe Tessier, avocat et conseil du Roi, de la cité des Trois-Rivières, a été élu député pour représenter le collège électoral des Trois-Rivières à l'Assemblée législative de la province de Québec.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
1365 L. P. GEOFFRION.

Nominations

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-fourth day of February, 1914, to appoint Mr. T. Adolphe Christin, of Saint Ignace de Nominiguc, clerk of the circuit court, in and for the county of Ottawa, at Saint Ignace de Nominiguc. 1284

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 28th MARCH, 1914.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received afternoon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 932

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, 27th March, 1914.

On the eighteenth day of March, one thousand nine hundred and fourteen, the Honourable Joseph Adolphe Tessier, of the city of Three Rivers, advocate and King's counsel, has been elected to represent the electoral division of Three Rivers in the Legislative Assembly of the province of Quebec.

L. P. GEOFFRION,
1366 Clerk of the Crown in Chancery

Appointments

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-quatre février 1914, de nommer T. Adolphe Christin, de Saint-Ignace du Nominiguc, greffier de la cour de circuit, dans et pour le comté d'Ottawa, à Saint-Ignace de Nominiguc. 1283

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatre mars 1914, de nommer MM. J. Sydney Broderick et Charles Emile Baehand, avocats, de la cité de Sherbrooke, conjointement protonotaire de la cour supérieure, et greffier de la paix du district de Saint-François.

1285

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth day of March, 1914, to appoint Messrs. J. Sydney Broderick, and Charles Emile Baehand, advocates, of the city of Sherbrooke jointly prothonotary of the superior court, and clerk of the peace of the district of Saint Francis.

1286

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du sept mai 1908, pour la paroisse de Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, et de nommer par commission en date du vingt-quatre février 1914, MM. N. Ladouceur et Jérémie Paiement, cultivateurs; Joseph Albert Paquin, marchand; Charles Robillard et Maxime Bélanger, cultivateurs et Avila Paquette, marchand, de Saint-Eustache, commissaires de la dite cour.

1313

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, bearing date the seventh day of May, 1908, for the parish of Saint Eustache, county of Two-Mountains, and to appoint by commission bearing date the twenty fourth day of February, 1914, Messrs N. Ladouceur and Jérémie Paiement, farmers; Joseph Albert Paquin, merchant; Charles Robillard and Maxime Bélanger, farmers, and Avila Paquette, merchant, of Saint Eustache, commissioners of the said court.

1314

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-quatrième jour de février 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

District d'Ottawa.—MM. Isidore Chenier et Richard Moore, cultivateurs, de Wright, comté de Wright.

District de Montréal.—MM. Arthur Browning, agent d'assurance, James A. Yates, assistant-trésorier de la compagnie "Grand Trunk Railway," de Montréal.

District de Québec.—M. Norbert Morency, industriel, de Saint-Tite des Caps, comté de Montmorency.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-fourth of February, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

District of Ottawa.—Messrs Isidore Chenier and Richard Moore, farmers, of Wright, county of Wright.

District of Montreal.—Messrs Arthur Browning, insurance agent, James A. Yates, assistant-treasurer of the Grand Trunk Railway Company, o Montreal.

District of Quebec.—Mr Norbert Morency, manufacturer, of Saint Tite des Caps, county of Montmorency.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-sixième jour de février 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

District de Saint-François.—MM. David Irénée Bruneault, marchand-tailleur; Onésime Lambert, Richard Tobin et Alfred Paradis, marchands, de Bromptonville; Joseph Giroux et Wm. Bourassa, de Brompton, comté de Richmond.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-sixth day of February, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

District of Saint Francis.—Messrs David Irénée Bruneault, merchant-tailor, Onésime Lambert, Richard Tobin and Alfred Paradis, merchants, of Bromptonville; Joseph Giroux and Wm. Bourassa, of Brompton, county of Richmond.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par ordre en conseil, en date du neuvième jour de mars 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

District de Montréal.—M. Joseph Roy, bourgeois, de la cité de Montréal.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the ninth day of March, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

District of Montreal.—Mr Joseph Roy, gentleman, of the city of Montreal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du treizième jour de mars 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

District de Québec.—MM. Mathias Turcotte, cultivateur, et Arthur Paquet, pilote, de Saint-Jean, I. O.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the thirteenth day of March, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

District of Quebec.—Messrs Mathias Turcotte, farmer and Arthur Paquet, pilot, of Saint Jean Island of Orleans.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-huitième jour de mars 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

District de Beauce.—MM. Eleuthère Groleon et Auguste Dodier, cultivateurs, du village de Sacré-Cœur-de-Jésus, comté de Beauce.

District de Montréal.—M. Edward John Bedbrook, commis, de Montréal-Ouest.

District de Québec.—M. Alphonse Mercier, marchand, de Saint-Patrice-de-Beaurivage.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of March, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

District of Beauce.—Eleuthère Groleon and Auguste Dodier, farmers, of the village of Sacré-Cœur-de-Jésus, county of Beauce.

District of Montreal.—Mr Edward John Bedbrook, clerk, of Montreal-West.

District of Quebec.—Mr Alphonse Mercier, merchant, of Saint Patrice de Beaurivage.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-et-unième jour de mars 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-first day of March, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

District de Saint-François.—MM. Napoléon Marin, médecin, et Pierre Rivard, cultivateur, de Compton, comté de Compton.

District de Joliette.—MM. Wilfrid Drainville et Louis Sylvestre, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Viateur, comté de Berthier. 1311

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatre mars 1914, de nommer M. Ferdinand Marcotte, agent des terres à New-Carlisle, commissaire pour l'examen des droits des personnes occupant, sans titre, des terrains dans le district de Gaspé. 1305

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT!

ATTE^NDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le trente et un mars mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au douze mai prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le trente et un mars prochain; vous convoquons par les présentes pour le DOUZE MAI prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-sixième jour de mars, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le quatrième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,

1355

L.-P. GEOFFRION.

District of Saint Francis.—Messrs Napoléon Marin, physician, and Pierre Rivard, farmer, of Compton, county of Compton.

District of Joliette.—Messrs Wilfrid Drainville and Louis Sylvestre, farmers, of the parish of Saint Viateur, county of Berthier. 1312

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth day of March, 1914, to appoint Mr. Ferdinand Marcotte, land agent at New Carlisle, commissioner for the ascertaining of the rights of persons holding, without any title, lands in the district of Gaspé.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,
GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the thirty-first of March, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twelfth day of May next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the thirty-first of March next; and hereby convene you for the TWELFTH of MAY, next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty-sixth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

1356

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Avis du Gouvernement

La compagnie "Keiths Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. S. L. Dale Harris, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 18 mars 1914.

La compagnie "The Kee Lox Manufacturing Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Harry C. Teneau, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province
Québec, 18 mars 1914.

La compagnie "American Metal Polish Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Saint-Pierre aux Liens.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Prescott W. Robinson, de la cité de Westmount.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 18 mars 1914.

La compagnie "Warner Quinlan Asphalt Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec,

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Arthur Joseph Keefe, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 18 mars 1914.

Government Notices

The company "Keiths Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. S. L. Dale Harris, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 18th March, 1914.

"The Kee Lox Manufacturing Company Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Harry C. Teneau, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 18th March, 1914.

"The American Metal Polish Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Saint Pierre aux Liens.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Prescott W. Robinson, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 18th March, 1914.

The "Warner Quinlan Asphalt Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Arthur Joseph Keefe, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 18th March, 1914.

Québec, 21 mars 1914.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de la province de Québec, par un arrêté ministériel, en date du 18 mars courant, d'accorder, en faveur de M. Albert Guay, notaire, demeurant et pratiquant à Ville-Marie, comté et district de Pontiac, la transmission des minutes, répertoire et index, de feu André-Elzéar Guay, en son vivant notaire, du même lieu. 1273

No 385.13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 23 mars 1914.

Demande a été faite de détacher les lots numéros 21 et 21a, dans le troisième rang du canton de Masham, comté de Wright, de la municipalité scolaire de Sainte-Cécile-de-Masham, et de les annexer à la municipalité scolaire de Lapêche (Wakefield), dans le même comté, pour les fins scolaires. 1297

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 18 mars 1914.

PRESENT: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil. Il est ordonné que le tarif de péages pour le bois flotté sur les diverses tributaires de la rivière Chaudière en faveur de M. John Breakey, soit amendé comme suit:

Pour le bois de pulpe, cinq centins par corde de 128 pieds cubes ou de 600 pieds mesure de planche, ce tarif devant s'appliquer à la saison de 1913.

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

1309

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 18 mars 1914.

PRESENT: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil. Il est ordonné que le tarif de péages pour le bois flotté sur la rivière Etchemin et ses tributaires en faveur de M. H. Atkinson, soit amendé comme suit:

Pour le bois de pulpe, cinq centins par corde de 128 pieds cubes ou de 600 pieds mesure de planche, ce tarif devant s'appliquer à la saison de 1913.

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

1307

Avis est par le présent donné, en vertu du paragraphe 4, de l'article 6941 et du paragraphe 1-c, de l'article 6952, S. R. Q., 1909, que l'enregistrement pour faire les affaires d'assurance contre le feu, dans cette province, accordé à La Compagnie d'Assurance contre l'incendie, de Rimouski, de Rimouski, P. Q., a été révoqué.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q., 1909, ce vingt-quatrième jour de mars 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P.Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1325

No. 4183.13.

Québec, 20 mars 1914.

Il plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 20 mars 1914, d'ériger en municipalité scolaire, les cantons de Figuery et Dalquier, sous le nom de "Municipalité scolaire d'Amos", comté de Témiscamingue. 1261

Quebec, 21st March 1914.

Notice is hereby given that in virtue of the provisions of the Notarial Code, His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR of the province of Quebec, has been pleased, by order in council, bearing date the 18th March, 1914, to grant in favor of Albert Guay, esquire, notary public, residing and practising at Ville Marie, county and district of Pontiac, the transfer of the minutes, repertory and index of the late André-Elzéar Guay, in his lifetime, notary public, of the same place. 1274

No. 385.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 23rd March, 1914.

Application is made to detach lots Nos. 21 and 21a, in the third range of the township of Masham, Wright county, from the school municipality of Sainte-Cécile-de-Masham, and to annex them to the school municipality of Lapêche (Wakefield), in the same county, for school purposes. 1298

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS

Quebec, 18th March, 1914.

PRESENT: The Lieutenant Governor in Council. It is ordered that the tariff of tolls for the floating of timber on the several tributaries of the River Chaudière, in favor of Mr. John Breakey, be amended as follows:

For pulp-wood, five cents per cord of 128 cubic feet or of 600 feet, board measure, the said tariff to apply to the season of 1913.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

1310

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 18th March, 1914.

PRESENT: The Lieutenant-Governor in Council. It is ordered that the tariff of tolls for the floating of timber on the River Etchemin and its tributaries in favor of Mr. H. Atkinson, be amended as follows:

For pulp-wood, five cents per cord of 128 cubic feet or of 600 feet, board measure, the said tariff to apply to the season of 1913.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

1308

Notice is hereby given that, pursuant to paragraph 4, of article 6941, and paragraph 1-c, of article 6952 R. S. Q., 1909, the registration of "La Compagnie d'Assurance contre l'incendie de Rimouski, of Rimouski, P. Q., to transact the business of fire insurance in this province, has been cancelled.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this twenty-fourth day of March, 1914.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P.Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec. 1326

No. 4183.13.

Quebec, 20th March, 1914.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the 20th March, 1914, to erect into a distinct school municipality, the townships of Figuery and Dalquier, under the name of "School Municipality of Amos", county of Témiscamingue. 1262

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, sous le grand sceau de la province, en date du vingt mars 1914, par lesquelles le nom de la compagnie "Crown Manufacturing Company" est changé par celui de "Saint-Pierre Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

1323

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1914, constituant en corporation MM. John Donohue, hôtelier, Robert Brady, commis, Patrick Ryan, hôtelier, John Ryan, commis, et William Ryan, contremaitre, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de tabacs, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce de restaurant maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Donohue's Restaurant", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général, et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtiments servant ou destinés à leur exploitation, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autre titre dans toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1914, whereby the name of the "Crown Manufacturing Company" is changed to that of "Saint Pierre Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1914.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

1324

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1914, incorporating Messrs. John Donohue, restaurant-keeper, Robert Brady, clerk, Patrick Ryan, hotel-keeper, John Ryan, clerk, and William Ryan, foreman, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants according to the provisions of the Quebec license act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Donohue's Restaurant," with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold buy lease or any other title, any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal in all or any of its moveable and immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "Donohues' Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,

1269

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 18 mars 1914, constituant en corporation Dame Rose Lalonde, hôtelière, épouse séparée de biens de Stanislas Richardson, rentier, a dûment autorisé sa dite épouse, Joseph Henry Richardson, agent, Jean-Baptiste Drapeau, marchand, et Téléphone Alphonse Côté, gérant, de la cité de Montréal, et Napoléon Lalonde, rentier, de la ville d'Outremont, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de tabacs, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce de restaurant maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Silver Dollar Palace", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général, et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autre titre toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelle;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette com-

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Donohue's Limited," with a capital stock of twenty-thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1914.

C. J. SIMARD,

1270

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the province of Quebec, dearing date the eighteenth day of March, 1914, incorporating Dame Rose Lalonde, restaurant-keeper, wife separate as to property of Stanislas Richardson, gentleman, and the latter to authorize his said wife for the purpose hereof, Joseph Henry Richardson, agent, Jean-Baptiste Drapeau, merchant, and Téléphone Alphonse Côté, manager, of the city of Montreal, and Napoléon Lalonde, gentleman, of the town of Outremont, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Silver Dollar Palace", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable and immovable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on the of above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is

pagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, sous le nom de "Silver Dollar Palace, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,
1271 Sous-secrétaire de province.

Avis est par le présent donné que "The Alumnae Mutual Benefit Association of the Montreal General Hospital Training School for Nurses", de Montréal, P. Q., a été licenciée et enregistrée pour transiger dans la province de Québec, des affaires d'une société de secours mutuels telle que mentionnée dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, savoir, accordant des bénéfices à ses membres en cas de maladie.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce dixième jour de mars 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 1121 2

Avis est par le présent donné, que "The Globe & Rutgers Fire Insurance Company", de New York, N. Y., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance contre le feu le et après le onzième jour de mars 1914.

Les nom et adresse du principal agent sont J. W. Binnie, 19, rue Saint-Jean, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce onzième jour de mars 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor.
Québec, 1123 2

No 2141.13.
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Municipalité scolaire de Shigawake Centre

Demande a été faite que tous les lots contenus dans le canton Hope, comté de Bonaventure, depuis y compris le numéro du cadastre 246 à 313 du premier rang, inclusivement, et tous les lots depuis y compris le numéro 356 à 395, inclusivement, soient détachés de la municipalité de Saint-Godefroi, dans le dit comté, et érigés en une nouvelle municipalité scolaire pour les protestants seulement, sous le nom de "Shigawake Centre."

BOUCHER DE LA BRUYERE,
Surintendant.
Québec, 12 mars 1914. 1129 2

authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects and subject to the Quebec license Act, under the name of "Silver Dollar Palace Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00 each).

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this eighteenth day of March 1914.

C. J. SIMARD,
1272 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the "Alumnae Mutual Benefit Association of the Montreal General Hospital Training School for Nurses", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered to carry on the business of a mutual benefit association as set forth in its declaration which proceeded the authorization of the Lieutenant Governor in council, namely, providing sick benefits for its members.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this tenth day of March, 1914.

For the treasurer of the province of Quebec,
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec. 1122

Notice is hereby given that "The Globe & Rutgers Fire Insurance Company", of New York, N. Y., has been registered to transact within the province of Quebec, the business of fire insurance on and after the eleventh day of March, 1914.

The name and address of the chief agent are J. W. Binnie, 19, Saint John street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this eleventh day of March, 1914.

For the treasurer of the province of Quebec,
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec. 1124

No. 2141.13.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Shigawake Centre School Municipality.

Application is made that all the lots contained within the township of Hope, Bonaventure county, from cadastral Nos. 246 to 313, first range, both inclusive, and all the lots from Nos. 356 to 395, both inclusive, be detached from the school municipality of Saint Godefroi, in the same county, and erected into a new school municipality for protestants only, under the name of "Shigawake Centre".

BOUCHER DE LA BRUYERE,
Superintendent.
Quebec, 12th March, 1914. 1130

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize mars 1914, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Bourbeau, agent financier ; G. Willie Piché, agent d'immeubles, de Montréal; Raphael Loiselle, boulanger ; Ambroise Gauthier, marchand, et Joseph Wilfrid Picher, agent financier, d'Upton, dans les buts suivants :

Faire affaire comme électriciens, mécaniciens et manufacturiers ;

Acquérir, posséder, aliéner et exploiter dans les limites de Bagot, un ou plusieurs pouvoirs d'eau dans le but de produire l'énergie électrique suffisante aux susdites opérations ;

Passer avec tout individu, compagnie ou corporation des contrats relatifs à un service d'éclairage ou de pouvoir électrique ;

Faire le commerce de grain sous toutes ses formes, aussi faire le commerce du bois et le manufacturer sous toutes ses formes ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs, et faire toutes les opérations propres à atteindre les fins pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Upton Electric Company, Limited", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Upton.

Daté au bureau de secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,
1193 2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10e jour de mars 1914, constituant en corporation MM. John Krausmann, hôtelier, Albert Patrick Krausmann et George Dagenais, commis, George Sorgius, agent, Thomas Emmett Quinn, agent d'assurance, tous de la ville de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Krausmann's Cafe", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtiments servant ou destinés à leurs exploitations, et leurs installations, meubles et au-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirteenth day of March, 1914, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbeau, financial agent ; G. Willie Piché, real estate agent, of Montreal; Raphael Loiselle, baker ; Ambroise Gauthier, merchant, and Joseph Wilfrid Picher, financial agent, of Upton, for the following purposes :

To carry on business as electricians, machinists and manufacturers ;

To acquire, hold, alienate and exploit within the limits of the county of Bagot, one or more water powers for the purpose of generating sufficient electric power for the aforesaid businesses;

To enter into any contracts with any individual, company or corporation, respecting a light and electric power service ;

To deal in grain under all forms also to deal in wood and manufacture the same under all forms ;

To do all the acts, exercise all the powers and carry on any business conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "The Upton Electric Company Limited", with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Upton.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1914.

C. J. SIMZARD,
1194 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ten day of March, 1914, incorporating Messrs. John Krausmann, hotel-keeper, Albert Patrick Krausmann and George Dagenais, clerks ; George Sorgius, agent, Thomas Emmett Quinn, insurance broker, of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of the keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Krausman's Cafe", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same

tres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles; construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Krausman's Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, le 10 mars 1914.

C. J. SIMARD,
1125 2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1914, constituant en corporation MM. Joseph Alcidas Lacroix, industriel, François-Xavier Gervais, boucher, tous deux du village de Contrecoeur, Arthur Lacroix, entrepreneur-menuisier, J. A. H. Dequoy, notaire, et Joseph Lamoureux, marchand-tailleur, ces trois derniers de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, louer, acheter ou autrement posséder sous un titre légal quelconque, exploiter et disposer de tous terrains, boisés ou non boisés, limites à bois, pouvoirs d'eau ou privilèges en iceux, meubles, immeubles, moulins à scie, manufactures et toutes constructions requises pour les fins de leur commerce;

Faire le commerce comme marchands de bois et de charbon, propriétaires de moulins à scie et acheter, vendre, préparer pour le marché, importer ou exporter tous objets ou articles en bois qui peuvent être manufacturés, sous quelque forme que ce soit ou de quelque manière qu'ils puissent être mis en usage;

Construire, ériger, démolir ou rebâtir toutes maisons, édifices, dépendances et autres bâtisses quelconques, opérer ou faire le commerce comme entrepreneurs généraux;

Acquérir, louer ou autrement posséder des barges, bateaux ou navires propres au transport du bois, des marchandises et autres effets de la compagnie;

Manufacturer et vendre le bois de pulpe et le papier ou tout autre produit dans lequel est employé la pulpe ou le papier;

Acheter, louer ou ériger, opérer, améliorer et exploiter tous moulins à manufacturer, tout ce qui concerne le bois en général, entrepôts, séchoirs et remises;

in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other hotel, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtain or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Kransmann's Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1914.

C. J. SIMARD,
1126 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1914, incorporating Messrs. Joseph Alcidas Lacroix, manufacturer, François-Xavier Gervais, butcher, both of the village of Contrecoeur, Arthur Lacroix, master-joiner, J. A. H. Dequoy, notary, and Joseph Lamoureux, merchant-tailor, the last three of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire, lease, purchase or otherwise hold under any legal title, to exploit and dispose of any timber or cleared lands, timber limits, water powers or privileges therein, moveables, immoveables, saw-mills, manufactories and any constructions required for their business purposes;

To carry on the business of wood and coal dealers, saw-mill owners, and to purchase, sell, prepare for market, import and export any wooden objects or articles capable to be manufactured under any form whatever or in any manner so as to be utilized;

To construct, erect, demolish or rebuild houses, buildings, dependencies and other structures whatever, to act or carry on business as general contractors;

To acquire, lease or otherwise hold barges, boats or vessels suitable for the transportation of the wood, merchandise and other goods of the company;

To manufacture and sell wood-pulp and paper or any other products into the making of which pulp or paper enters;

To purchase, lease or erect, operate, improve and exploit any mills for the manufacturing of any wood products, warehouses, dry-kilns and storehouses;

Acquérir, louer, échanger, détenir ou autrement posséder tout ou aucun des biens, franchises, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toutes personnes ou sociétés, ou par toutes compagnies, faisant ou formés pour faire toutes affaires semblables à celles que cette compagnie à en vue, et les payer en tout ou en partie en argent ou en actions acquittées de la compagnie, ou autrement assumer les obligations de telles personnes ou compagnies;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de tuyaux en grès, ciment, béton pour égouts, drainage et aqueducs, et le droit de contracter pour ces travaux;

Acquérir, posséder, louer, échanger, hypothéquer tous terrains à bâtir, y ériger des constructions, maisons, dépendances soit pour les employés de la compagnie ou autres résidents, y aménager, maintenir et exploiter des maisons de pension, magasins de provisions, fournitures et autres marchandises;

Etablir, acquérir, louer ou sous-louer, et exploiter des moyens mécaniques ou naturels relatifs à la production de la force motrice ou d'éclairage dans le district de Montréal; utiliser, vendre, louer ou autrement céder tout système en opération et s'y rapportant;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais ayant rapport à son incorporation et à son organisation;

Faire les affaires qui peuvent paraître à la compagnie, capables d'être convenablement conduites en rapport avec toutes les affaires ci-dessus spécifiées ou propres directement ou indirectement à augmenter la valeur des biens ou droits, ou les rendre profitables à la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Industrielle Lacroix de Contrecoeur, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt (980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de Contrecoeur.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,
1203 2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 13 mars 1914, constituant en corporation MM. Philip Meehan, restaurateur, Dame Mary Dinneen, épouse séparée de biens du dit Philip Meehan, demoiselle Katherine Elizabeth Dinneen, fille majeure, Richard Meehan, rentier, et John Patrick Meehan, agent d'assurance tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billiard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de tabacs; et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail; conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Casino Restaurant", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général, et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à

To acquire, lease, exchange, hold or otherwise own any and all property, franchises, good will, rights and privileges held or possessed by any person, firm or company carrying on or formed for the carrying on of any business similar to that which this company has in view, and to pay for the same wholly or partly in cash or in paid-up shares of the company, or otherwise take over the liabilities of any such person or company;

To purchase, sell, manufacture and deal in earthenware pipes, cement, concrete pipes for sewers drains and water works, and the right of contracting for such works;

To acquire, hold, lease, exchange, hypothecate building lots erect buildings, houses and dependencies thereon for the company's employees or other residents, furnish, maintain and exploit thereon boarding-houses, provision stores, supply stores and stores for the sale of other goods;

To establish, acquire, lease or sub-let, and employ it any mechanical or natural means for the generation of motive power or light within the district of Montreal, to utilize, sell, lease or otherwise convey any system in operation incidental thereto;

To pay out of the funds of the company the costs relating to its incorporation and organization;

To do all other acts which may appear to the company capable to be conveniently conducted in connection with any of the foregoing businesses or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights, under the name of "La Compagnie Industrielle Lacroix de Coontrecoeur Limitee", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares, of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at the village of Contrecoeur.

Dated from the office of the Provincial secretary, this thirteenth day of March, 1914.

C. A. SIMARD,
1204 Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1914, incorporating MM. Philip Meehan, restaurant-keeper, Dame Mary Dinneen, wife separate as to property of the said Philip Meehan, Miss Katherine Elizabeth Dinneen, spinster Richard Meehan, gentleman, and John Patrick Meehan, insurance broker, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, according to the provisions of the Quebec licence act;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Casino Restaurant", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license good will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or

leur exploitation, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autre titre, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, des restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises ;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer où faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "Casino Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,
1239 2 Sous-secrétaire de la province,

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize mars 1914, constituant en corporation MM. Napoléon Geoffroy, hôtelier, Odilon Brisset, gérant, Syrias Geoffroy, commis, Arthur Brisset, étudiant, de Montréal, et Roch Thimoléon Beaudoin, notaire, de la ville des Laurentides, dans les buts suivants :

Faire en général le commerce d'hôteliers, de restaurateurs, et toutes autres affaires qui se rapportent au commerce d'hôtel et au trafic des liqueurs, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences, tel que ; chaises pour cirage des chaussures, salon de barbier et coiffeur, salle de billard, dépôt de journaux, bonbons, cigares, pipes, tabac, etc.;

Acquérir par achat ou autrement, comme une affaire en opération l'hôtel tenu par Napoléon Geoffroy, à Montréal, et connu sous le nom de "Le Relais Hôtel", et de continuer les affaires de l'hôtel maintenant conduites par le dit Geoffroy avec ses installations, fournitures, stock de commerce, licence, clientèle et tous les autres biens meubles en général faisant partie de l'exploitation du dit hôtel et de payer pour telle acquisition, soit partie en argent comptant soit partie en obligation ou actions acquittées de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, échange ou autrement de toute personne, société ou compagnie, des hôtels, cafés, restaurants licenciés en opération, continuer les affaires et opérations des dits hôtels, cafés et restaurants licenciés et de payer pour telles acquisitions soit partie en argent comptant, soit partie en parts acquittées de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, échange ou autrement, tous immeubles qui seront jugés nécessaires aux objets pour lesquels la présente compagnie est incorporée et payer pour telle acquisition, soit en argent ou en obligations ou actions de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, échange ou autrement

destiné à sa exploitation, et son équipement, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company ;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company ;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal in all or any of its moveable and immovable property and to borrow money upon the security thereof ;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on the above undertakings ;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company ;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Casino Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1914.

C. J. SIMARD,
1240 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1914, incorporating Messrs Napoléon Geoffroy, hotelkeeper, Odilon Brisset, manager, Syrias Geoffroy, clerk, Arthur Brisset, student, of Montreal, and Roch Thimoléon Beaudoin, notary, of the town of Laurentides, for the following purposes:

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants and any other business incidental to the hotel business and the sale of liquors, the whole subject to the provisions of the license law, such as shoe shining stands, barber and hair dresser shops, billiard rooms, stands for the sale of newspapers, candies, cigars, pipes and tobacco;

To acquire by purchase or otherwise as a going concern the hotel business now being carried on by Napoléon Geoffroy, at Montreal, under the name of "Le Relais Hotel", and to continue carrying on the hotel business now conducted by the said Geoffroy with its equipment, furnishings, stock in trade, license, good will and other moveable assets generally used in the exploitation of the said hotel business and to pay for such acquisition either partly in cash or partly in bonds or paid up shares of the present company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise from any individual, firm or company any licensed hotels, cafes and restaurants in operation, to continue carrying the business of the said licensed hotels, cafes and restaurants and to pay for such acquisition either in cash or in bonds or shares of the present company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which this company is incorporated and to pay for such acquisition either in cash or in bonds or shares of the present company;

To acquire by purchase, exchange or other-

des lots à bâtir et construire sur les dits lots ainsi acquis ou possédés par la présente compagnie, des hôtels, cafés, restaurants ou autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour la mise en opération des entreprises de la compagnie ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débetures et toutes autres garanties d'aucune compagnie ou corporation engagées dans des affaires identiques à celles de la présente compagnie et payer pour telle acquisition, soit en argent, soit en parts acquittées de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement des immeubles avec ou sans bâtisses, les vendre, les louer, échanger et trafiquer de toute façon, ériger des constructions, faire le commerce de matériaux de construction, acheter des hypothèques, créances, balances de prix de vente, billets promissoires ou autres billets quelconques et en disposer et payer pour telles acquisitions, soit en parts acquittées ou obligations de la compagnie, soit en argent comptant ;

Faire et exécuter tous actes nécessaires à la mise en opération des dites affaires de la compagnie, sous le nom de "Le Relais Hôtel Limitée", avec un capital de quarante cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de cette corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,

1201 2

Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10 mars 1914, constituant en corporation MM. Isaac Smith, Menassa B. Echenberg, Benjamin Cohen, commerçants, de la ville de Sherbrooke; Moses Block, James Diamond, et Myers Block, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat ou autrement, posséder des terrains, droits et intérêts y attachés, de construire, développer, cultiver, établir ou autrement améliorer et utiliser les mêmes, hypothéquer, louer, vendre ou autrement faire commerce ou disposer des mêmes, et en général toutes les affaires concernant les terrains et leurs améliorations;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement, acquérir des terrains ou intérêts y attachés dans toutes bâtisses ou constructions qui peuvent être sur les dits terrains, ou sur l'un d'eux, de vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer du tout ou d'une partie d'un terrain ou de tous, d'aucune des bâtisses ou constructions qui peuvent être maintenant et après érigées, et de prendre telles garanties qui pourraient être jugées convenables et nécessaires;

Aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction et entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration;

Entrer en arrangement avec tout gouvernement et autorité municipale, locale ou autre qui contribuerait à servir les intérêts de la compagnie;

Construire et faire commerce dans les matériaux de construction, prendre et maintenir des hypothèques pour toute balance non payée, et montant de l'achat sur aucun des terrains, bâtisses ou constructions ainsi vendus, et de vendre les hypothèques ou disposer autrement des dites hypothèques;

Faire commerce tant comme partie princi-

wise building lots and to construct upon the said lots acquired or held by the present company, hotels, cafes, restaurants or other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the undertakings of the company;

To purchase, acquire, hold, sell, convey and transfer shares, debentures and any other securities of any company or corporation engaged in any business similar to that of the present company and to pay for such acquisition either in cash or in paid up shares of the company ;

To purchase or otherwise acquire immoveable with or without buildings, to sell, lease, exchange and in any manner deal with the same, to erect constructions and deal in building materials, purchase and dispose of hypothecs, claims, balances of purchase price, promissory notes or other notes whatever and do pay for such acquisitions either in paid up shares or bonds of the company, or cash ;

To do and execute all acts necessary for the carrying on of the said businesses of the company, under the name of "Le Relais Hotel Limitée," with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00) divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1914.

C. J. SIMARD,

1202

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th of March, 1914, incorporating Messrs. Isaac Smith, Menassa B. Echenberg, Benjamin Cohen, traders, of the city of Sherbrooke; Moses Block, James Diamond, and Myers Block, real estate brokers, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise and hold lands, rights and interest therein, to build upon, develop, cultivate, farm, settle and otherwise improve and utilize the same and to mortgage, lease, sell or otherwise deal with or dispose of the same and generally to carry on the business of a land and land improvement company;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein with any buildings or structures that may be on the said land or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the land and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed expedient and necessary;

To aid by the way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvements;

To enter into arrangements with any governments and authorities municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects;

To erect buildings and deal in building material, to take or hold mortgages for any unpaid balance and purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold and to sell mortgages or otherwise dispose of the said mortgages;

To carry on both as principal and as agent, a

pale et comme agent, dans les immeubles, carrières et tous genres de contrats et toutes entreprises y ayant rapport;

Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou hypothèques de la part de personnes, établissements ou corporations avec lesquels la compagnie pourrait avoir affaires et reprendre tels hypothèques et contrats en défaut;

Emettre, transporter et donner des actions payées du capital-actions de la compagnie ou débetures en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, immeubles, actif et autres propriétés ou droits que la compagnie pourrait légalement acquérir en vertu de ce que mentionné ci-dessus;

Vendre ou disposer autrement d'aucune partie des immeubles ou autres propriétés de la compagnie à tels termes et conditions que la compagnie jugera convenables, et accepter en paiement ou partie de paiement, argent, actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets en vue que cette compagnie;

S'amalgamer avec toute compagnie ayant les mêmes pouvoirs que ceux de la présente compagnie;

Emprunter de l'argent et hypothéquer les immeubles appartenant à la compagnie, sous le nom de "Sherbrooke Annex Realty Company", avec un capital-actions de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille actions (2,000) de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sherbrooke, district de Saint-François.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1914.

J. C. SIMARD,

1159 2

Sous-secrétaire de la province!

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix mars 1914, constituant en corporation MM. Francis Paul, courtier, Henri Cyprien Cholette, agent d'affaires, Louis Napoléon Paul, comptable. Paul Lacoste, avocat, conseil du Roi. Thomas John Shallow; avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles; construire des maisons d'habitation et autres bâtiments sur ces immeubles ou sur toute partie des dits immeubles; vendre, arrenter, transporter, échanger, céder ou autrement disposer des immeubles; construire des maisons d'habitation et autres bâtiments sur ces immeubles ou sur toute partie des dits immeubles; vendre, arrenter, transporter, échanger, céder ou autrement disposer de ces immeubles ou de toute partie des dits immeubles, et développer améliorer et diviser toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement; Faire des avances par voie de prêts aux acheteurs ou locataires de toute partie des immeubles de la compagnie pour des fins de construction ou pour y faire d'autres améliorations, et aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et l'entretien de chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'embellissements censés faciliter l'accès à la propriété de la compagnie et en augmenter la valeur; Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute

general real estate, quarry and contracting business and any undertaking incidental thereto;

To guarantee and otherwise assist in the performances of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings and to assume and take over such mortgages and contracts in default;

To issue, transfer and give paid up shares of the capital stock of the company, or bonds in payment of any business, franchises, undertakings, property, rights, privileges, immovables assets and other property or right which the company may legally acquire in virtue hereof;

To sell or otherwise dispose of any part of the immovables or other property of the company on such terms and conditions as the company may think fit and to accept in payment or part payment thereof, cash, shares, debentures, stock or securities of any other company having the same objects as this company;

To amalgamate with any company having powers similar to those of the present company;

To borrow money and to hypothecate the immovable property of the company, under the name of "Sherbrooke Annex Realty Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sherbrooke, district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1914.

C. J. SIMARD,

1160

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1914, incorporating Messrs. Francis Paul, broker, Henri Cyprien Cholette, business agent, Louis Napoléon Paul, accountant, Paul Lacoste, K. C., advocate, Thomas John Shallow, advocate, all of the city and district of Montreal. for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate; To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof, To sell, lease, transfer, exchange, convey or otherwise dispose of real estate, to construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof; To sell, lease, transfer, exchange, convey, or otherwise dispose of such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise; To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements and to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value; To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure, the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers

propriété vendue par la compagnie ou de tous deniers dûs à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie aux acheteurs pour des fins de construction ou autres embellissements; Acheter, acquérir, détenir, transférer, vendre et céder les actions, stocks, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblable à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie des immeubles ou autre propriété possédée par la compagnie pour la compensation et aux clauses et conditions que la compagnie jugera bon, et accepter des deniers comptants, actions, débetures, stocks ou valeurs de toute autre compagnie en paiement complet ou partiel des dites valeurs; Acquérir et posséder toute industrie, franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, biens-fonds, stocks, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu de la présente charte, à une valeur raisonnable; Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement d'une partie quelconque des actions du capital de la compagnie, ou de toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires; Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres valeurs, en paiement complet ou partiel de toute propriété mobilière ou immobilière, droits, ou autres biens acquis par la compagnie à titre quelconque ou avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus par voie de promotion ou autrement; Vendre, arrenter, ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie de son entreprise pour la compensation que la compagnie jugera acceptable, ou se fusionner avec tout individu, maison ou corporation exerçant une industrie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie aux clauses et conditions qui seront jugées convenables et, en compensation accepter des deniers comptants, ou au lieu de deniers comptants des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou autres valeurs de toute corporation, distribuer entre les actionnaires de la compagnie, de temps à autre, toutes espèces, actions, obligations, débetures, valeurs ou autres biens appartenant à la compagnie. Promouvoir d'autres compagnies pour des fins censées profiter à la compagnie; Distribuer entre les membres de la compagnie en nature toutes actions, débetures, valeurs ou biens appartenant à la compagnie; Agir en qualité d'agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant une industrie semblable; Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière limitée par les termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Les Terres à Ciment Limitée", avec un capital de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau de secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,
1127 2 Sous-secrétaire de la province.

for buildings purposes or other improvements To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this present company; To sell or otherwise dispose of the whole or any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company, in payment or in part payment therefor; To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof; To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any part whatever of the shares of the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business; To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in full or part payment for any real or personal property, rights, or other assets acquired by the company by any title or with the approval of the shareholders for services rendered by way of promotion or otherwise; To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, or in lieu of cash paid up and non assessable, shares, bonds, debentures, securities or other securities of any corporation, to distribute amongst the shareholders of the company, from time to time, any specie, shares, bonds, debentures securities or other property belonging to the company; To promote any companies for purposes calculated to benefit the company; To distribute amongst the members of the company, in kind, any shares, debentures, securities or property belonging to the company; To act as agents for any company, firm or persons, carrying any similar business; The powers contained in any of the above paragraph shall be in no wise limited or restricted by the terms of any other paragraph, under the name of "Les Terres à Ciment Limitée", with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00) divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1914.

C. J. SIMARD,
1128 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mars 1914, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Bourbeau et Joseph Théophile Gazelle, agents financiers, de Montréal, Albert M. Morin, et Léandre M. Morin, meuniers, de Saint-Pie, et J. B. Trefflé Richard, notaire, l'Épiphanie, dans les buts suivants:

Fabriquer, produire, acheter, vendre ou distribuer l'électricité ou toute autre force motrice pour fins industrielles ou toutes fins quelconques;

Faire le commerce de tout article concernant l'électricité, dans le comté de Bagot;

Acquérir des terrains nécessaires pour construire des chaussées sur la rivière dans la municipalité de Saint-Pie;

Aussi faire le commerce de grains et fleus sous toutes ses formes;

Aussi faire le commerce de bois sous toutes ses formes, sous le nom de "The Bagot Electric Company, Limited", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Pie, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1914.

1195 2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné au public qu'en vertu de la loi de compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1914, constituant en corporation MM. Richard Tuson Heneker, conseil du Roi, Walter Seely Johnson, Edward James Waterston et Charles Stuart LeMesurier, avocats, et Hugh Wylie, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Encourager et promouvoir la culture physique dans toute son étendue, parmi les membres et les actionnaires, au moyens d'exercices athlétiques et sport tant au dedans qu'au dehors, et en général tous les jeux demandant de la force physique et de l'adresse; et pour cette fin, organiser, préparer, diriger et contrôler des représentations, expositions, tournois, jeux et concours, en tirer profit ou y prendre part, offrir et accorder des prix, coupes, enjeux, trophées, distinctions et autres récompenses;

Etablir, maintenir, proposer, préparer, soutenir et exploiter pour l'amusement, le développement des muscles et l'éducation physiologique de ses membres et actionnaires, maisons de clubs, chambres d'expositions, chambre de lecture, bibliothèque sportive, salles d'entraînement, amphithéâtres, galeries, arènes, gymnases, patinoirs, glissades, bains et autres constructions et commodités pour les fins de cette association; terrains de jeux, pistes pour courses, hippodromes, courses d'automobile

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1914, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbeau, and Joseph Theophile Gazelle, financial agents, of Montreal, Albert M. Morin and Léandre M. Morin, millers, of Saint Pie, and J. B. Trefflé Richard, notary, of Epiphanie, for the following purposes:

To manufacture, generate, purchase, sell or distribute electricity or any other motive power for manufacturing or any other purposes whatever;

To deal with any article relating to electricity, within the county of Bagot;

To acquire the lands necessary for the construction of dams on the river in the municipality of Saint-Pie;

Also to deal in grain and flour under all forms;

Also to deal in wood under all forms, under the name of "The Bagot Electric Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Pie, district of Saint Hyacinthe.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1914.

1196 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1914, incorporating Messrs. Richard Tuson Heneker, King's Counsel, Walter Seely Johnson, Edward James Waterston and Charles Stuart LeMesurier, advocates, and Hugh Wylie, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To encourage and promote physical culture in its widest sense amongst its members and shareholders by means of athletics exercises and sports both in and out doors, and generally any games requiring physical strength and adroitness; and for such purpose to organise, prepare, direct and control representations, exhibitions, tournaments, games, contests, derive profits therefrom or take part therein, and offer and grant prizes, cups, stakes, trophies, distinctions and other rewards;

To establish, maintain, lay out, prepare, keep up and exploit for the amusement, muscular development and physiological education of its members and shareholders, club-houses, exhibition rooms, lecture rooms, sporting libraries, training halls, amphitheatres, stands, arenas, gymnasiums, skating rinks, slides, baths and other structures and commodities for the purposes of the association; playgrounds, race courses and tracks, hippodrome, automobile races, velodromes, aerodrome and other establish-

biles, velodromes, aerodromes et autres établissements pour les sports, exercices athlétiques et développement physique;

Établir, maintenir et organiser des maisons de clubs pour fêtes et amusement;

Publier, imprimer, vendre, exploiter, louer, éditer et conduire un journal sportif contenant des informations pour le public en général et les membres en particulier, prendre la défense des intérêts de l'association et rendre les jeux athlétiques populaires; et dans ce but, faire toutes sortes d'opérations concernant le journalisme en général;

Acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement distribuer tous genres de marchandises pour le sport, équipement et accessoires, en faire la vente en gros et en détail;

Acquérir par achat ou autrement toutes propriétés, meubles ou immeubles nécessaires à l'accomplissement des buts de l'association et pour ses usages et intentions, vendre et autrement détourner les dites propriétés, en disposer et acquérir d'autres aux lieu et place, et hypothéquer ses immeubles;

Faire tout arrangement pour l'achat, loyer ou acquisition de propriétés, droits, franchises, pouvoirs, effets et privilèges de toute autre compagnie, association ou personne;

S'amalgamer avec toute autre association ou compagnie ayant les mêmes pouvoirs que celles-ci;

Émettre des actions payées de l'association et les donner pour l'achat de tout contrat, droits, privilèges, stock, propriétés et franchises que l'association est autorisée d'acquérir, exploiter, utiliser et exercer;

Vendre, louer en totalité ou en partie les propriétés de l'association ou en disposer autrement pour telle considération que l'association jugera à propos, comprenant les actions, débentures et garanties de toute autre compagnie ou association qui en ont la possession et jouissance;

Faire les lois et règlements concernant la gérance de l'association et de ses membres, l'éligibilité des membres aux privilèges de l'association, l'expulsion et suspension de ceux-ci, les honoraires annuels, l'ordre, la discipline, la gérance intérieure et en général tout ce qui regarde l'administration de l'association et l'accomplissement de ses fins;

Faire des lois prévoyant la confiscation "ipso facto" en faveur de l'association des actions de tout actionnaire faisant défaut de payer ses honoraires, contribution annuelle ou autre réclamation conformes aux lois et règlements de l'association;

Faire demande et obtenir en vertu des termes de la loi des licences, une licence de club et conséquemment vendre des liqueurs enivrantes dans ses principaux établissements, ou tout autre, durant les

ments for sport, athletics and physical developments;

To establish, maintain and organize club houses for social and amusement purposes;

To publish, print, sell, exploit, lease, edit and manage a sporting paper for the information of the public in general and the members, and particularly to take the defence of the interests of the association and the making popular of athletics; and for such purposes to carry on any operations connected with journalism generally;

To purchase or otherwise acquire, sell or otherwise distribute all kinds of sporting goods, equipment and accessories and deal wholesale and retail in the same;

To procure by purchase or otherwise any movable or immovable property necessary in the pursuit of the purposes of the association or for its use and pledge, sell or otherwise alienate the said property, dispose of it and acquire other in its stead, and hypothecate its immovables.

To make any arrangement for the purchase, lease or acquisition of the property, rights, franchises, powers, goods or privileges of any other company, association or person;

To amalgamate with any other association or company having similar powers to its own;

To issue or allot paid up shares of the association and give such for the purchase of any contracts, rights, privileges, stock, property and franchises that the association is authorize to acquire, exploit, use and exercise;

To sell, lease in whole or in part the property or assets of the association, or otherwise dispose of the same for a consideration that the association may deem fit, including the shares, bonds or securities of any other company or association acquiring or obtaining the enjoyment of the same;

To pass by-laws, rules and regulations for the management of the association and its members, the eligibility of members to the privileges of the association, and the expulsion and suspension of such members, the annual fees, order, discipline, internal management, and generally anything respecting the administration of the association and the pursuit of its purposes;

To pass by-laws providing for the confiscation ipso facto in favour of the association of the shares of any shareholder in default of his paying the dues, annual contribution or other claims in conformity with the laws, rules and regulations of the association;

To apply for and obtain under the terms of the license act, a club license and accordingly sell intoxicating liquors in its principal establishment, or any other, during the meetings, sittings or reunion of the

assemblées, séances ou réunions des membres de l'association ou de ses actionnaires;

Emettre et vendre des coupons et débentures aux conditions jugées à propos, en garantir le paiement ou remboursement soit en accordant à l'un ou plus de ses dépositaires, une hypothèque sur les immeubles de l'association ou autrement, laquelle hypothèque devra mentionner la cause, conditions et circonstances de la réclamation, et devra constituer après avoir été dûment epregristée à l'endroit précis, une dette privilégiée contre l'association en faveur du possesseur de tels coupons et débentures émis après ou avant l'exécution de telle hypothèque, nonobstant toute clause contraire contenue dans le Code Civil, article 2017;

Entrer en société ou arrangement pour le partage des profits, union des intérêts, co-opération, risques conjoints, concessions réciproques, transactions ou autres avec toute personne, compagnie ou association faisant ou près de faire et engager dans tout commerce ou négociations que cette association est autorisée de faire ou s'engager à faire; placer les fonds de l'association de la manière que les directeurs jugeront à propos, faire des avances d'argent, garantir les contrats et engagements, fournir caution et aider financièrement toute personne, établissement, compagnie, association ou corporation dont les fins sont, en totalité ou en partie, semblables à celles de cette association;

Rémunérer toute personne ou compagnie, soit par argent ou actions payées du capital de l'association, au choix des directeurs, pour tous services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement des actions du capital de l'association, ou coupons, débentures et autres garanties de l'association, dans ou pour la formation ou promotion de l'association et la gérance de ses affaires;

Faire toutes et chacune des choses ci-dessus comme parties principales, agents, contracteurs ou procureurs;

Faire toutes autres choses contribuant à atteindre les buts en vue, sous le nom de "Montreal Sporting Club, Limited," avec un capital-actions de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en neuf mille (9,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,
1241 2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1914, constituant en cor-

members of the association or its shareholders;

To issue and sell bonds and debentures on the conditions deem advisable, guarantee the payment or reimbursement of same, either by granting to one or more trustees a hypothec on the immovable property of the association or otherwise, which hypothec shall mention the cause, conditions and circumstances of the claim, and shall constitute after the registration in the proper place, a privileged debt against the association in favour of the holders of such bonds or debentures, issued after or before the execution of the said hypothec, notwithstanding any contrary provision contained in the civil code at article 2017;

To enter into any partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint risks, reciprocal concession, transaction or otherwise with any person, company or association carrying on or about to carry on or engaged in any business or negotiations that this association is authorized to carry on or engaged in; to invest the funds of the association in the manner that the directors of the association may deem fit, and to make advances of moneys, guarantee the contracts or engagements, go security for and financially aid any person, firm, company, association or corporation whose objects are in whole or in part similar to those of this association ;

To remunerate any person or company either in cash or paid-up shares of the capital of the association as the directors may deem advisable for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of the shares of the capital of the association or bonds, debentures or other securities of the association, or in or for the formation of promotion of the association and the management of its business;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or attorneys;

To do all such other things as are incidentals or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Montreal Sporting Club, Limited", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into nine thousand shares (9,000) of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1914.

C. J. SIMARD,
1242 Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1914, incorporating Messrs. William

poration MM. William James Shaughnessy et Chilion Graves Heward, avocats, et Arthur Charters, comptable, de Montréal, Alvin Ernest Woodworth, comptable, et Alfred Boreham Wright, commis, de la ville de St-Lambert, dans les buts suivants:

Faire les opérations de courtiers, agents et facteurs en général et en particulier les opérations de courtiers d'assurance et d'agents d'assurance dans toutes ses spécialités;

Agir en qualité d'agents pour toute personnes faisant une demande pour assurance ou pour les porteurs de polices, ou pour toutes personnes, sociétés ou compagnies désirant obtenir des assurances;

Agir en qualité d'agents ou gérants pour toute compagnie d'assurance, club ou association ou pour tout assureur individuel, en rapport avec ses opérations d'assurance (dans tout endroit où ses opérations peuvent être conduites) ou aucune branche des dites opérations, et faire des conventions à telles fins avec toute compagnie d'assurance, club ou association ou tout assureur;

Faire les opérations d'inspecteurs d'assurance et de dispacheurs dans toutes les spécialités;

Acheter, vendre, échanger, louer, hypothéquer ou autrement faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières et négocier l'achat, la vente, l'échange et le louage d'immeubles et propriétés immobilières, et généralement exercer l'industrie d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités;

Acquérir et entreprendre la totalité ou une partie de l'industrie, l'entreprise, la clientèle, l'actif et le passif de toute personne, société ou compagnie exerçant ou autorisée à exercer aucune des industries ou entreprises que cette compagnie est autorisée à exercer ou toutes autres industries ou entreprises semblables en tout ou en partie à celles de la compagnie, et exercer toutes industries ou entreprises ainsi acquises.

Acquérir des intérêts de toute telle personne, société ou compagnie, se fusionner ou conclure des conventions avec ces mêmes personnes, sociétés ou compagnies pour le partage des profits ou pour la coopération ou pour limiter la concurrence ou pour aide mutuel, et faire tous les actes ou choses ci-dessus mentionnés aux termes et conditions et pour la compensation qui peuvent être convenus, donner ou accepter comme compensation de tous les actes et choses ci-dessus mentionnés, toutes propriétés, actions, débetures, valeurs ou autres effets qui peuvent être convenus; et détenir, vendre, engager, hypothéquer toutes propriétés, actions, débetures ou valeurs ainsi reçues ou en faire le commerce autrement;

Promouvoir toute autre compagnie aux fins d'acquérir toutes ou aucune des propriétés et entreprises ou aucune des obligations de cette compagnie, et entreprendre toutes affaires ou opérations qui peuvent paraître susceptibles d'aider ou de profiter à cette compagnie ou accroître la valeur d'aucun des biens, affaires ou droits de cette compagnie;

Garantir les engagements de toutes personnes, sociétés ou compagnies exerçant ou autorisée à exercer aucune des industries que cette compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie semblable à celle de la compagnie et garantir les engagements ou l'exécution des obligations de toute personne, société ou compagnie avec lesquelles cette compagnie peut négocier ou faire affaires;

Vendre, louer ou autrement disposer de la

James Shaughnessy and Chilion Graves Heward, advocate and Arthur Charters, book-keeper, of Montreal, and Alain Ernest Woodworth, accountant, and Alfred Boreham Wright, clerk of the town of Saint Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of brokers, agents and factors in general and in particulars the business of insurance brokers and insurance agents in all its branches;

To act as agents for any applicants for insurance or policy holders, or any persons, firms or companies desiring to obtain insurance;

To act as agents or managers for any Insurance Company, club or association, or for any individual underwriter, in connection with its or his insurance or underwriting business (wherever the same be carried on) or any branch of the same, and to enter into any agreement for such purpose with any insurance company, club or association or any underwriter;

To carry on the business of insurance inspectors and adjusters in all its branches;

To buy, sell, exchange, lease, hypothecate or otherwise deal in real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

To acquire and take in whole or in part the business, undertakings, goodwill, assets or liabilities of any person, firm or company carrying on or authorized to carry on any of the businesses or undertakings which this company is authorized to carry on or any businesses or undertakings similar thereto or to any part thereof and to carry on any businesses or undertakings so acquired; to acquire an interest in or amalgamate with or to enter into any arrangements for sharing profits or for co-operation or for limiting competition or for mutual assistance with any such person, firm or company and to do any of the acts or things aforesaid on such terms and conditions and for such consideration as may be agreed upon; to give or accept by way of consideration for any of the acts or things aforesaid any property, shares, debentures, securities, or other things that may be agreed upon, and to hold, sell, pledge, hypothecate or otherwise deal with any property, shares, debentures or securities so received;

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertakings or any of the liabilities of this company and to undertake any business or operations which may appear likely to assist or benefit this company or to enhance the value of any of the property, business or rights of this company;

To guarantee any of the indebtedness of any person, firm or company carrying on or authorized to carry on any of the business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto, and to guarantee the indebtedness or the performance of the obligations of any person, firm or company with whom this company may deal or transact business;

To sell, lease or otherwise dispose of the

totalité ou aucune partie de l'entreprise, des biens ou de la clientèle de la compagnie, soit totalement ou partiellement, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute compagnie se portant acheteur ou acquéreur des dits biens, entreprise et clientèle;

Souscrire, prendre, acheter ou acquérir autrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ou autres intérêts en icelle, ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant aucune industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie et aussi en disposer;

Prêter de l'argent aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, et placer et appliquer les argents de la compagnie non immédiatement requis en la manière qui pourra être déterminée par la compagnie;

- Améliorer, régir, développer, échanger, louer, transporter, céder, engager, vendre, faire valoir et accorder des droits et privilèges au sujet des biens et droits de la compagnie, en disposer, ou trafiquer autrement avec la totalité ou aucune partie de tels biens et droits;

Agir en qualité d'agents ou de courtiers et en qualité de fidéicommissaires pour toute personne, société ou compagnie, et entreprendre et exécuter des sous-contrats, et aussi se faire représenter dans toutes affaires de la compagnie par l'intermédiaire ou au moyen d'agents, courtiers, sous-entrepreneurs ou autres personnes;

Payer tous les frais encourus en rapport avec la formation, promotion ou constitution en corporation de la compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, débetures ou valeurs de toutes compagnies appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie a le pouvoir de disposer;

Exercer toute autre industrie qui pourra paraître à la compagnie susceptible d'être conduite convenablement en rapport avec ce qui précède ou censée accroître directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie et les rendre profitables;

Faire aucune ou toutes les choses ci-dessus mentionnées à commission ou autrement et en qualité de principaux, agents, "del credere" ou autrement, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui peuvent être jugées propres ou utiles à l'acquisition des objets ci-dessus ou d'aucuns des dits objets;

Les clauses et objets ci-dessus mentionnés dans les paragraphes précédents sont cumulatifs et la généralité d'une clause ne doit être en aucun cas limitée ou restreinte par une expression particulière dans telle clause ou par l'application de toute règle de construction "ejusdem generis" ou autrement, sous le nom de "Hare and McKenzie, Limited", avec un capital-actions de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

1151 2

whole or any part of the undertakings, assets or goodwill of the company, either together or in portions, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any company purchasing or acquiring the same;

To subscribe for, take, purchase or otherwise acquire and hold and likewise to dispose of any shares or other interest in or debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined by the company;

To improve, manage, develop, exchange, lease, convey, assign, pledge, sell, dispose of, turn to account, grant rights and privileges in respect of or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To act as agents or brokers and as trustees for any person, firm or company and to undertake and perform sub-contracts and also to act in any business of the company through or by means of agents, brokers, sub-contractors or others.

To pay all or any expenses incurred in connection with the formation, promotion and incorporation of the company;

To distribute among the shareholders of the company in kind any properties of the company and in particular any shares, debentures or securities or any companies belonging to this company or of which this company may have the power of disposing;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value or render more profitable any of the company's properties or rights;

To do all or any of the above mentioned things on commission or otherwise and as principals, agents, *del credere* or otherwise, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others.

* To do all such other things as may be deemed incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

The foregoing clauses and the objects therein declared are cumulative and in no case is the generality of a clause to be narrowed or restricted by any particularity of expression in such clause or by the application of any rule of construction "ejusdem generis" or otherwise, under the name of "Hare and Mackenzie Limited", with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1914.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

1152

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1914, constituant en corporation MM. Eratus Edward Howard, avocat et conseil du Roi, Jacob DeWitt, avocat, Henry Charles McNeil, comptable, et Wilbert Harvard Howard, étudiant en droit, tous de Montréal, et Orville Sievwright Tyndale, étudiant en droit, de Westmount, district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail, ou autre titre légal, posséder, tenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, ou autrement faire commerce et mettre à profit, vendre, louer, échanger, ou autrement, céder et disposer d'immeubles, limités à bois, concessions de pulpe, eau et autres pouvoirs, et autres propriétés mobilières et immobilières de tous genres, ainsi que les droits aux dites propriétés;

Explorer les mines et minéraux;

Faire toutes sortes d'opérations par lesquelles, la terre, le roc ou les pierres peuvent, dans le but d'extraire un minéral quel qu'il soit, fut-il miné, déterrés, soulevés, lavés, fondus, épurés, écrasés ou traités de toute autre manière, rendre tels minéraux vendables par tous les moyens quels qu'ils soient, vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder, détourner des mines, terrains minéraux, droits de mines, droits de préemption, ou tous autres intérêts y attachés, inventions mécaniques, droits patentés d'inventions, ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits patentés ayant rapport à ce que ci-dessus mentionné;

Faire dans toutes ses branches le commerce de bois de pulpe, bois, bois de construction, ou tout autre commerce comme manufacturiers, marchands ou autrement, que la compagnie jugera convenable en rapport avec ce que ci-dessus ou, en état de relever, directement ou indirectement la valeur des propriétés et droits de la compagnie;

Entrer en société ou, tout autre arrangement pour partage des profits, union des intérêts, co-opération, hasard conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engage dans, ou près de faire ou s'engager dans des affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée de faire ou s'engager dans toutes affaires ou transactions susceptibles d'être conduites, directement ou indirectement, au bénéfice de la compagnie; de prendre ou autrement acquérir des actions et garanties de telle compagnie, de vendre, posséder, ré-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement faire le tel commerce que ci-dessus;

Faire tout arrangement avec un gouvernement ou autorité municipale, locale ou autre, pouvant servir les vues de la compagnie ou l'une ou l'autre, et obtenir de tel gouvernement ou autorité, les droits privilèges et concessions que la compagnie croirait devoir obtenir; faire exercer et s'accommoder avec tels arrangements droits, privilèges et concessions;

Placer et faire affaires avec les argents de la compagnie, non immédiatement requis de telle manière qui peut être de temps en temps déterminée;

Emettre des actions payées, coupons ou débetures ou autres garanties pour le paiement soit total ou partiel de propriétés, réelles

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1914, incorporating Messrs. Eratus Edward Howard, advocate and King's Counsel, Jacob DeWitt, advocate, Henry Charles McNeil, accountant, and Wilbert Harvard Howard, student-at-law, all of Montreal, and Orville Sievwright Tyndale, student-at-law, of Westmount, district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease, or any other legal title, and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate, timber limits, pulp concessions, water and other powers, and other moveable and immoveable property of all kinds and rights in said property;

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To carry on in all its branches a pulp-wood, lumber and timber business, or any other business whether as manufacturers, merchants, or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of the company's property and rights;

To enter into partnership or into any other arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint-adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engage in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangements with any government or authority municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority the rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined;

To issue paid-up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or

ou personnelles, meubles ou immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions lesquelles, cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou échange pour actions, coupons, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie, faisant semblables affaires ou incidentes à celles de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus ou à être rendus dans ou pour la formation ou promotion de cette compagnie ou la gérance de ses affaires;

Retirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, comptes d'échange, brevets, et autres effets transportables et négociables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou autre partie pour telle considération que la compagnie croira devoir et en particulier des actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie, ayant les mêmes buts, en tout ou en partie à ceux de cette compagnie;

Faire toutes et chacune des choses ci-dessus comme contracteurs, agents ou autres, ou par l'intermédiaire d'agents ou autrement soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Distribuer par dividende ou autrement, toute propriété de la compagnie, en espèces ou effets, parmi les membres, et particulièrement les actions payées débetures ou stocks, débeture de toute autre compagnie;

En général, faire toutes choses nécessaires et convenables pour accomplir et atteindre les buts ci-dessus mentionnés lesquels pourront être en tous temps au bénéfice de la compagnie, mettre en opération toute industrie, métier, ou entreprise que la compagnie se croira en état de faire connection avec ce que ci-dessus, et lesquels pourraient rehausser la valeur, ou rendre profitables les propriétés et droits de la compagnie;

Chaque pouvoir accordé en vertu de l'un ou l'autre des paragraphes ci-dessus ne devra pas être limité ou restreint à la référence ou inférence de tout autre paragraphe, sous le nom de "Reed Realities, Limited", avec un capital-actions de cent mille piastres (\$100,000.00) divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 6 mars 1914.

1157 2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1914, constituant en corporation MM. Maurice Alexander, avocat, Colville Sinclair, avocat, Darley Burley Smith, gérant, Annie Elleen Kennedy, comptable, tous de la ville de Montréal, et Jennie Louise Lawrence, de la ville de Westmount, sténographe, pour les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre, louer, arrenter, outiller, installer et mettre en opération des appareils, outillages, machineries et instruments de toutes sortes;

Acquérir et entreprendre comme industrie active, l'entreprise, l'actif et le passif de toute personne ou compagnie exerçant une industrie en tout ou en partie semblable à celle que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant

personal, moveable or immoveable, services, rights, leases, businesses, franchises, undertakings, powers, privileges, licenses or concessions which this company may legally acquire, and in payment of or exchange for shares, bonds, debentures, or other securities, of any other company doing a business similar or incidental to that of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in or about the formation or promotion of this company or the conduct of its business;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects wholly or in part similar to those of this company;

To do all or any of the above things as principals, contractors, agents or otherwise, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company, in specie or kind, among the members, and particularly paid-up shares, debentures, or debenture stock of any other company;

Generally to do all things necessary and convenient for the accomplishment or attainment of the purposes above mentioned which may benefit the company at any time, and to carry on any industry, trade or undertaking which the company may think itself able to carry on in connection with the above mentioned objects, or which may enhance the value of under profitable the company's property and rights;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Reed Realities, Limited", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1914.

1158 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1914, incorporating Messrs. Maurice Alexander, advocate, Colville Sinclair, advocate, Darley Burley Smith, manager, Annie Elleen Kennedy, bookkeeper, all of the city of Montreal, and Jennie Louise Lawrence, of the city of Westmount, stenographer, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy and sell, lease, rent, equip, install and operate appliances, apparatus, machinery and instruments of all kinds;

To acquire and take over as a going concern the undertaking, assets and liabilities of any person or company carrying on any business in whole or in part similar to that which the company is authorized to carry on, or pos-

des biens propres aux fins de cette compagnie, et à cette fin acquérir la totalité ou une partie des actions et engagements de telle compagnie;

Vendre, louer la totalité ou toute branche ou partie de l'industrie, de l'entreprise, des biens, des obligations et franchises de la compagnie, ou en disposer autrement, à toute personne ou compagnie pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement y ayant rapport, qui sera jugée capable d'être utilisée pour l'une quelconque des fins de cette compagnie, ou dont l'acquisition sera censée profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis et accorder des permis à leur sujet;

Acquérir par achat, souscription ou autrement, et posséder, utiliser, vendre des actions, bons ou toutes autres obligations, en faire le commerce ou en disposer autrement, de toute corporation ayant des objets semblables ou en partie semblables aux objets de cette corporation, ou de toute corporation formée pour l'une quelconque ou plusieurs des branches d'industrie, buts, objets ou opérations ci-dessus mentionnés, les poursuivant ou les exerçant, ou exerçant toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, ou possédant ou détenant aucun des biens mentionnés dans ces présentes, ou possédant ou détenant des actions, bons, ou obligations de toute telle corporation, et tant qu'elle sera propriétaire de telles actions, bons ou obligations, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires des dites valeurs, et exercer tous droits de vote s'y rattachant;

S'associer ou conclure des conventions pour le partage des profits, la fusion des intérêts, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie ou exerçant ou entreprenant, ou sur le point d'exercer ou entreprendre toute industrie ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou toute industrie ou transaction pouvant être conduites de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et prêter de l'argent à telles personnes ou compagnie, garantir leurs contrats ou leur aider autrement, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de telles compagnies, et les vendre, détenir, ré-émettre avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement;

Placer et appliquer les deniers de la compagnie, non immédiatement requis en la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Distribuer en nature ou autrement, tel que résolu, les biens de la compagnie parmi ses membres, et en particulier les actions, bons, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée dans le but de se charger de la totalité ou d'aucune partie de l'actif ou passif de cette compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer et faire valoir la totalité ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, en disposer ou en faire le commerce autrement;

possessed of property suitable for the purpose of this company, and with a view thereto to acquire all or any of the shares or liabilities of such company;

To sell, lease, or otherwise dispose of the whole or any branch or part of the business, undertakings, property, liability and franchises of the company to any other person or company, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents of invention, licenses or concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect to, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To acquire by purchase, subscription or otherwise, and to hold, use, deal with, sell, or otherwise dispose of, stocks, bonds, or any other obligations of any corporation having objects similar or in part similar to the objects of this corporation, or formed for, or engaged in, or pursuing any one or more of the kinds of business, purposes, objects or operations above indicated, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, or owning or holding any property of any kind herein mentioned, or owing or holding the stocks, bonds or obligations of any such corporation, and, while owner of any such stocks, bonds or obligations, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership thereof, and to exercise any and all voting power thereon;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie, or otherwise as may be resolved, assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

Faire toutes ou aucune des choses autorisées par ces présentes, soit seule ou conjointement ou en qualité de facteurs, fidé-commissaires, ou agents de toutes autres compagnies ou personnes ou au moyen ou par l'intermédiaire de facteurs, fidé-commissaires ou agents;

Exercer toute autre industrie qui pourrait paraître à la compagnie susceptible d'être conduite convenablement en rapport avec ce qui précède, ou toute partie de ce qui précède, ou censée directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses de sa constitution en corporation et de son organisation et toutes autres dépenses s'y rattachant;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de toute autre paragraphe, sous le nom de "Henderson Specialty Manufacturing Company Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,
1149 2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq mars 1914, constituant en corporatinn MM. Napoléon William Racicot, Joseph Roméo Leduc, Alphonse Louis Guertin, Joseph Georges Piché, Joseph Zéphirin Jeno Malo, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros de tous les produits pharmaceutiques, faire en gros, en détail ou à commission, tout autre commerce, manufacturer et fabriquer tout article, qui peut faire l'objet de ce commerce et tout objet d'art ;

Conduire toute autre affaire soit pour manufacturer ou autrement, qui pourra paraître à la compagnie susceptible d'être conduite convenablement par rapport à ce commerce, ou qui peut être présumé devoir directement ou indirectement augmenter la valeur ou rendre profitables toutes propriétés ou droits de la compagnie;

Adopter tous les moyens de faire connaître le commerce des produits de la compagnie qui pourraient paraître convenables et en particulier en annonçant dans les journaux, en publiant des circulaires, des livres et des publications périodiques ;

Acheter, vendre et commercer sur les débetures, stocks et parts de toute autre compagnie conduisant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de cette compagnie, et vendre toutes ou partie des affaires ou actif de la compagnie ;

Faire toutes choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à l'obtention des fins ci-dessus ;

Etablir ou contribuer à établir, ouvrir ou maintenir des hôpitaux, maisons ou institutions pour recevoir les malades, sous le nom de "Institut Gaube Incorporée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce cinquième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,
1147 2 Sous-secrétaire de la province.

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with, or as factors, trustees, or agents for any other companies or persons, or by or through any factors, trustees or agents;

To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or any portion thereof, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To pay out of its funds all expenses of incorporation and organization, and other expenses incidental thereto;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Henderson Specialty Manufacturing Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1914.

C. J. SIMARD,
1150 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1914, incorporating Messrs. Napoléon William Racicot, Joseph Roméo Leduc, Alphonse Louis Guertin, Joseph Georges Piché, Joseph Zéphirin Jeno Malo, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale in pharmaceutical products, to carry on any other business, whether wholesale, retail or on commission, to manufacture and make any other article entering into such business or any other art object ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable to be conveniently conducted in connection with such business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render more profitable any of the company's property or rights ;

To adopt such means of making known the business and products of the company as may appear expedient, and in particular by advertising in the press, circulars, books and periodicals ;

To purchase, sell and deal with debentures, stocks, and shares of any other company carrying on a business similar in whole or in part to that of this company, and to sell the whole or part of the business or assets of the company ;

To do all such other things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To establish or contribute to establish, found and maintain hospitals, houses or institutions for receiving the sick, under the name of "Institut Gaube Incorporée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March.

C. J. SIMARD,
1148 Deputy Provincial Secretary.

Québec, 11 mars 1914.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph-Arthur Lessard, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, comté et district de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu F.-Xavier Desrosiers, en son vivant notaire public, pratiquant au même lieu. 1091 3

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément au Statut 9 Edouard VII, que par un arrêté en conseil, en date du 4 mars 1914, M. J. F. Marcotte, agent des terres à New-Carlisle, a été nommé commissaire, avec mission de constater si les personnes qui possèdent ou prétendent posséder des terres, octroyées sous le Grand Sceau de la province avant l'année 1820, dans les cantons Cox, Hope et Hamilton ont eu et ont encore une possession continue, paisible, ininterrompue et publique des terres pour lesquelles elles réclament des lettres patentes, et de faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil de ses constatations.

En conséquence, toutes les personnes qui possèdent ou prétendent posséder des terres ainsi octroyées sous le Grand Sceau de la province avant l'année 1820, dans les endroits suivants, savoir:

CANTON HAMILTON

1. Le rang 1, depuis le canton New-Richmond jusqu'à la rivière Bonaventure;
2. Le rang sud-est de la rivière Bonaventure;
3. Le rang nord-ouest de la rivière Bonaventure.

CANTON COX

Le territoire compris entre la Baie des Chaleurs et la ligne de front du rang 1 ouest et du rang 1 est de Paspébiac, excepté la commune de New-Carlisle.

CANTON HOPE

Le rang 1, depuis le canton Cox jusqu'au canton Port Daniel.

Sont invitées à produire, dans les trois mois de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle* entre les mains du dit J. E. Marcotte, leurs titres, documents ou autres preuves établissant leurs droits aux terres qu'elles réclament.

JULES ALLARD,

Ministre des Terres et Forêts.
Québec, 18 mars 1914. 1197 2

Avis Divers

No 1731. Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, Dame Belzima Deschênes, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Olivier Lalonde, contracteur, autrefois de Montréal, maintenant dans des lieux inconnus, Demanderesse, vs le dit Olivier Lalonde, Défendeur. Une action a été prise en séparation de corps et de biens contre le défendeur, le 18 mars courant. Le défendeur devant comparaître dans un mois, de la

Quebec, 11th March, 1914.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph-Arthur Lessard, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Sainte Agathe des Monts, county and district of Terrebonne, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late F.-Xavier Desrosiers, in his lifetime notary public, practising at the same place. 1092

PUBLIC NOTICE

Is hereby given in conformity with the statute 9 Edward VII, that by order in council, bearing date the 4th March, 1914, Mr. J. F. Marcotte, Land agent at New Carlisle, has been appointed commissioner, with instructions to ascertain if the persons holding or claiming to hold lands granted, under the Great Seal of the province before the year 1820, in the townships of Cox, Hope and Hamilton, have had and still have a continuous, peaceable, uninterrupted and public possession of the lands for which they claim, letters-patent, and to report thereon to the Lieutenant-Governor in council.

Therefore, all persons holding or claiming to hold lands so granted under the Great Seal of the Province before the year 1820, in the following places to wit:

TOWNSHIP OF HAMILTON

1. First range, from the township of New Richmond, to the Bonaventure River;
2. The south east range of the Bonaventure River.
3. The north west range of the Bonaventure River.

TOWNSHIP OF COX

The territory comprised between Baie des Chaleurs and the front line of the 1st west range and the 1st east range of Paspébiac, the common of New Carlisle excepted.

TOWNSHIP OF HOPE

The 1st range from the township of Cox to the township of Port Daniel.

Are hereby requested to file, within three months from the date of the publication of the present notice in the *Official Gazette*, with the said J. F. Marcotte, their titles, documents and other evidences showing their rights to the lands which they claim.

JULES ALLARD,

Minister of Lands and Forests
Quebec, 18th March, 1914. 1198

Miscellaneous Notices

No. 1731. Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. Dame Belzima Deschênes, of the city of Montreal, wife common as to property of Olivier Lalonde, contractor, heretofore of Montreal aforesaid, now absent of this province and in place unknown, Plaintiff; vs the said Olivier Lalonde, Defendant. An action in separation of bed and board has been taken against the defendant in this case, on the 18th of March

première insertion. Montréal, 23 mars 1914.
BRODEUR, BERARD & BEAUDRY, avocats
de la demanderesse.

1289

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Dame Winona Shannon, épouse commune en
biens de Maurice Wolff, de la cité et du dis-
trict de Montréal, Demanderesse; vs le sus-
dit Maurice Wolff, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ins-
tituée, ce jour, contre le défendeur.

DUFF & MERRILL,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 12 mars 1914. 1131 2

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 4046.

Dame Mathilda Leclair, des cités et district
de Montréal, épouse commune en biens de
Louis Raoul Foucault dit Urbain, barbier,
des cité et district de Montréal, dûment
autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Louis Raoul Foucault, dit Urbain, barbier, du
même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été
instituée en cette cause, le treizième jour de
mars 1914.

ADELARD LEDUC,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 16 mars 1914. 1183 2

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Saint-François,
No. 379.

Avis est par les présentes donné que Dame
Evelina Lepage, du canton d'Auckland, dit dis-
trict, épouse commune en biens de Rodolphe
Forget, commerçant, du même lieu, a, ce jour,
poursuivi son mari en séparation de biens,
après y avoir été dûment autorisée.

J. NICOL,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 21 février 1914. 1141 2

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 688.

Dame Sarah Fickler, des cités et district de Mont-
réal, épouse commune en biens de Frank Co-
hen, du même lieu, et dûment autorisée à ester
en justice, Demanderesse;

vs

Frank Cohen, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause, le 6ième jour d'octobre 1913.

L. MILLMAN,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 3 mars 1914. 1053 3

Dame Marie Louise Guérette, épouse de Napoléon
Blanchette, forgeron, à Rimouski, et dûment
autorisée à ester en justice, a institué contre son
mari, le 7 février 1914, une action en séparation
de biens, sous le No. 4873 de la cour supérieure du
district de Rimouski.

P. A. BEGIN,

Avocat de la demanderesse.

Rimouski, 28 février 1914. 963 4

instant. The defendant is ordered to appear in
this case, within one month. Montreal, 23rd
March 1914. BRODEUR, BERARD & BEAU-
DRY, Attorneys for plaintiff. 1290

Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Dame Winona Shannon, wife common as to
property of Maurice Wolff, of the city and
district of Montreal, Plaintiff; vs Maurice
Wolff aforesaid, Defendant.

An action as to separation of property has, this
day, been instituted against the defendant.

DUFF & MERRILL,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th March, 1914. 1132

Superior court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 4046.

Dame Mathilda Leclair, of the city and dis-
trict of Montreal, wife common as to pro-
perty of Louis Raoul Foucault dit Urbain,
barber, of the city and district of Montreal,
duly authorized to ester en justice,

Plaintiff;

vs

Louis Raoul Foucault dit Urbain, barber, of
the same place, Defendant.

An action for separation as to property has
been instituted in this case on the thirteenth
day of March, 1914.

ADELARD LARUE,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 16th March, 1914. 1184

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis,
No. 379.

Notice is hereby given that Dame Evelina
Lepage, of the township of Auckland, said dis-
trict, wife common as to property of Rodolphe
Forget, trader, of the same place, has, this day,
sued her husband for separation as to property,
after having been duly authorized.

J. NICOL,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 21st February, 1914. 1142

Superior Court

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 688.

Dame Sarah Fickler, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Frank
Cohen, of the same place and duly authorized
to ester en justice, Plaintiff;

vs

Frank Cohen, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been
instituted in this case on the 6th day of October,
1913.

L. MILLMAN,

Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 3rd March, 1914. 1054

Dame Marie Louise Guérette, wife of Napoléon
Blanchette, blacksmith, at Rimouski, and duly
authorized to ester en justice, has instituted against
her husband, the 7th day of February, 1914, an
action for separation as to property, under number
4873 of the superior court, district of Rimouski.

P. A. BEGIN,

Attorney for plaintiff.

Rimouski, 28th February, 1914. 964

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
No 435.

Dame Eva Jamieson, de la ville de East
Angus, dans le district de Saint-Fran-
çois, épouse commune en biens de Levi
W. Claxton, du même endroit, boucher,
dûment autorisée pour les fins des pré-
sentes,

Demanderesse ;

vs

Levi Claxton, du même endroit,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été
instituée, dans la présente cause, le 18e
jour de mars 1914.

LEONARD & JUNEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 18 mars 1914. 1245 2

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
No 2382.

Dame Bernadette Denis, épouse commune
en biens de Joseph Lachapelle, maître
boucher, des cité et district de Mont-
réal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Lachapelle, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été
instituée en cette cause, le dixième jour de
mars 1914.

J. H. O. PAPILLON,
Avocat de la défenderesse.
Montréal, 19 mars 1914. 1209 2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois.
No 2468.

Dame Mary Goyette, de la ville de Beauharnois,
district de Beauharnois, épouse commune en
biens de Arthur Goyette, rentier, du même
lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Goyette, rentier, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens
a été instituée en cette cause, le sixième jour de
novembre 1913.

LUDGER CODEBECQ,
Avocat de la demanderesse.
Salaberry de Valleyfield, 23 février 1914.
877 5

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 2251.

Dame Marie Louise Brissette, des cité et district
de Montréal, épouse de Théodore Lajoie, entre-
preneur, du même lieu, a, le 18 février 1914, dû-
ment institué une action en séparation de biens
contre son dit époux.

OUIMET & GUERTIN,
Avocats de la demanderesse.

30, rue Saint-Jacques,
Montréal, 26 février 1914. 925 4

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
No. 435.

Dame Eva Jameison, of the town of East
Angus, in the district of Saint Francis,
wife common as to property of Levi W.
Claxton, of the same place, butcher,
duly authorized for the purposes hereof,

Plaintiff ;

vs

Levi Claxton, of the same place,
Defendant.

An action for separation as to property
has been instituted, in this case, on the
18th day of March, 1914.

LEONARD & JUNEAU,
Attorneys for Plaintiff.
Sherbrooke, 18th March, 1914. 1246

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No 2382.

Dame Bernadette Denis, wife common as
to property of Joseph Lachapelle but-
cher, of the city and district of Mon-
tréal, and duly authorized à ester en jus-
tice, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Lachapelle Defendant.
An action for separation as to property
has been instituted in this case, on the
10th March, 1914.

J. H. O. PAPILLON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 19th March, 1914. 1210

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois.
No. 2468.

Dame Mary Goyette, of the town of Beauharnois,
district of Beauharnois, wife common as to
property of Arthur Goyette, retired farmer,
of the same place, duly authorized to appear
in these proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Arthur Goyette, of the same place,
Defendant.
An action in separation from bed and board has
been instituted in this case, the 6th day of
November, 1913.

LUDGER CODEBECQ,
Attorney for plaintiff.
Salaberry de Valleyfield, 23rd day of February,
1914. 878

Superior Court

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2251.

Dame Marie Louise Brissette, of the city and
district of Montreal, wife of Theodore Lajoie,
contractor, of the same place, has, on the 18th
February, 1914, duly instituted an action for
separation as to property against her said hus-
band.

OUIMET & GUERTIN,
Attorneys for plaintiff.

30, Saint James street,
Montréal, 18th February, 1914. 926

Cour Supérieure de Montréal.
 Province de Québec,
 District de Montréal.
 No 2981.
 Dame Sarah Alice Cassidy, Demanderesse;
 vs
 Joseph Arthur Paré, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause.
 H. A. HUTCHINS, C. R.,
 Procureur de la demanderesse.
 857 5

Cour Supérieure.
 Province de Québec,
 District de Montréal.
 Dame Alphonsine Faille, de la ville de Laprairie,
 district de Montréal, épouse en communauté
 légale de biens de Isidore Beauvais,
 menuisier, du même lieu, dûment autorisée à
 ester en justice, Demanderesse;
 vs
 Le dit Isidore Beauvais, Défendeur.
 Une action en séparation de corps et de biens
 a été instituée.
 PELLETIER, LETOURNEAU,
 BEAULIEU & MERCIER,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 5 mars 1914. 1007 4

Cour Supérieure
 Province de Québec,
 District de Montréal,
 No. 3813.
 Dame Albertine Bissonnette, épouse commune en
 biens de Charles Borromée Poirier, agent, des
 cité et district de Montréal, dûment autorisée à
 ester en justice, Demanderesse;
 vs
 Charles Borromée Poirier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été insti-
 tuée en cette cause, le 11 février 1914.

ARTHUR GAGNE,
 Avocat de la demanderesse.
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 26 février 1914. 923 4
 Le 5e jour de mai 1914, à Montréal, "The
 Canadian, American and National Express Com-
 panies", vendront les effets non réclamés en leur
 possession depuis avant le 1er mars 1913, dans
 leurs divisions respectives.
 N. J. ROSS,
 Surintendant,
 991 4 Canadian Express Company.

Avis de Faillites

Cour Supérieure.
 Province de Québec,
 District de Rimouski.
 Re Henri Garon, Causapscaal, Failli.
 Avis est par le présent donné que, le 12 décem-
 bre 1913, nous avons été nommés curateurs aux
 biens du dit failli.
 Toutes les réclamations doivent être produites
 entre les mains des soussignés, sous trente jours de
 cette date.
 A. TURCOTTE & FILS,
 Curateurs.
 Bureau de Kent & Turcotte,
 Montréal. 1291

Superior Court of Montreal.
 Province of Quebec,
 District of Montreal,
 No. 2981.
 Dame Sarah Alice Cassidy, Plaintiff;
 vs.
 Joseph Arthur Paré, Defendant.
 An action for separation as to property has
 been instituted herein.
 H. A. HUTCHINS, K. C.
 Attorney for plaintiff.
 858

Superior Court.
 Province of Quebec,
 District of Montreal.
 Dame Alphonsine Faille, of the town of Laprairie,
 district of Montreal, wife common as to
 property of Isidore Beauvais, joiner, of the
 same place, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff;
 vs
 The said Isidore Beauvais, Defendant.
 An action for separation as to property and
 from bed and board has been instituted.
 PELLETIER, LETOURNEAU,
 BEAULIEU & MERCIER,
 Attorneys for the Plaintiff.
 Montreal, 5th March, 1914. 1008

Superior Court
 Province of Quebec,
 District of Montreal,
 No. 3813.
 Dame Albertine Bissonnette, wife common as to
 property of Charles Borromée Poirier, agent, of
 the city and district of Montreal, duly author-
 ized, Plaintiff;
 vs
 The said Charles Borromée Poirier, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted the 11th of February 1914, by plaintiff
 against defendant.
 ARTHUR GAGNE,
 Attorney for the plaintiff.
 97, Saint James street,
 Montreal, 26th February, 1914. 924
 On 5th May, 1914, at Montreal, the Canadian,
 American and National Express Companies will
 sell unclaimed shipments which have been on
 hand since previous to 1st March, 1913, in their
 respecting divisions.
 N. J. ROSS,
 Superintendent,
 992 Canadian Express Company.

Bankrupt Notices

Superior Court.
 Province of Quebec,
 District of Rimouski.
 Re Henri Garon, Causapscaal, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 12th Decem-
 ber, 1913, we were appointed curators to the pro-
 perty of the said insolvent.
 All claims must be filed with the undersigned,
 within thirty days from this date.
 A. TURCOTTE & FILS,
 Curators.
 Office of Kent & Turcotte,
 Montreal. 1292

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.

No. 5599.

Dans l'affaire de C. Damase Gervais, hôtelier, de
la cité de Sorel, Débiteur Insolvable;

et

Victor Allard, avocat, de la ville de Berthier,
Créancier, requérant cession.

Avis est par le présent donné que le débiteur a
fait, le 12 mars courant 1914, un abandon judi-
ciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créan-
ciers, au bureau du protonotaire de la cour supé-
rieure du district de Richelieu, où il a déposé son
bilan, ce jour.

VICTOR A. BOURGEOIS,
Gardien provisoire.

Sorel, 17 mars 1914.

1303

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de
Jos. P. Gagnon, de Baie Saint-Paul, marchand, et
sera sujet à objection d'ici au 4 avril 1914, et sera
payable à mon bureau, le ou après le 6 avril 1914.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Curateur.

Bureau: 98, rue Saint-Pierre,
Québec, 19 mars 1914.

1315

Cour Supérieure.

Canada,

Province de Québec,
District de Gaspé.

No. 887.

Re A. Bertrand & Fils, Chandler, Faillis.

Avis est par le présent donné que, mercredi,
le 18 mars 1914, nous avons été nommés cura-
teurs, et MM. Geo. Brown, de Brown & Ro-
chette, Québec, et E. E. B. Rattray, de Drouin
Frères & Rattray, Québec, inspecteurs aux
biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations
contre les dits faillis sont requises de les
produire entre les mains des soussignés,
dûment attestées sous serment, dans les trente
jours de cette date.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs.

Bureaux: Edifice Dominion,
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 23 mars 1914.

1301

District de Québec.

Joseph Drolet, boulanger, de Québec, faisant
commerce sous le nom de Drolet & Frère, a,
le 21ème jour de mars 1914, fait cession judi-
ciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créan-
ciers, au bureau du protonotaire de la cour
supérieure du district de Québec, conformément
à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

1299

Bureau: 101, rue Saint-Pierre,
Québec, 23 mars 1914.

1299

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,

No. 77.

In re Roy James McCann, faisant affaires à Mon-
tréal, comme négociant en tabac, sous le nom
de R. J. McCann & Co.

Insolvable-absent.

Avis est par le présent donné que par un
jugement de la cour supérieure, en date du 20

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.

No. 5599.

In the matter of C. Damase Gervais, hotelkeeper,
of the city of Sorel, Insolvent debtor;

and

Victor Allard, advocate, of the town of Berthier,
Creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor
has, on the 12th March, 1914, made a judicial
abandonment of his property, for the benefit of
his creditors, at the office of the prothonotary of
the superior court, of the district of Richelieu,
where he has filed a statement of its assets and lia-
bilities, this day.

VICTOR A. BOURGEOIS,
Provisional guardian.

Sorel, 17th March, 1914.

1304

Notice is hereby given that a first and final
dividend has been declared in the matter of Jos.
P. Gagnon, of Baie Saint Paul, merchant, which
will be open to objection until the 4th April, 1914,
and will be payable at my office, on or after the
6th April, 1914.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Curator.

Office: 98, Saint Peter street.
Québec, 19th March, 1914.

1316

Superior Court.

Canada,

Province of Quebec,
District of Gaspé.

No. 887.

Re A. Bertrand & Fils, Chandler, Insolvents.

Notice is hereby given that, on Wednesday,
the 18th March, 1914, we have been appointed
curators, and Messrs. Geo. Brown, of Brown &
Rochette, Quebec, and E. E. B. Rattray, of
Drouin Frères & Rattray, Quebec, inspectors to
the said estate.

All parties having claims against the said
insolvents are requested to file same, duly
attested under oath, in the hands of the under-
signed, within thirty days from this date.

LARUE & TRUDEL,
Curators.

Offices: Dominion Building,
126, Saint Peter street, Quebec.
Québec, 23rd March, 1914.

1302

District of Québec.

Joseph Drolet, baker, of Québec, and doing
business under the name of Drolet & Frère,
has, on the 21st day of March, 1914, made a
judicial assignment of his property for the
benefit of his creditors, at the prothonotary's
office of the superior court for the district of
Québec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional guardians.

Office: 101, Saint Peter street.
Québec, 23rd March, 1914.

1300

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 77.

In re Roy James McCann, carrying on busi-
ness as trader in tobacco, at Montreal, under
the firm name of R. J. McCann & Co.,
Insolvent absentee.

Notice is hereby given that, by a judgment
of the superior court, dated the 20th March,

mars 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de la susdite succession.

Les réclamations assermentées doivent être produites devant moi dans les trente jours du présent avis.

JAMES RENWICK,
Curateur.

Bureau: 42, rue Saint-Sacrement,
Montréal, 20 mars 1914. 1277

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de La Cie des Combustibles
Domestiques de Montréal, (J. F. Pelletier).
Avis est par les présentes donné que la dite
compagnie faillie, a fait, ce jour, cession judi-
ciaire de ses biens pour le bénéfice de ses cré-
anciers, au bureau du protonotaire à Montréal.

ALEXANDRE BURNETT,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 19 mars 1914. 1275

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 56.
Dans l'affaire de Dominique Londei, entrepre-
neur, Failli.

Avis est par le présent donné que, par un
ordre de la cour, en date du douzième jour de
mars 1914, le soussigné a été nommé curateur
des biens du dit failli, qui a fait un abandon
judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses
créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous ser-
ment, doivent être produites entre mes mains
dans les trente jours de cette date.

WILLIAM T. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur:
Chambre 514, Edifice: Banque des Marchands,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 19 mars 1914. 1259

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Saint-François.
Re Auguste Lespérance, Lac Mégantic,
Failli.

Avis est par les présentes donné, que par un
jugement de la cour supérieure, en date du 18
mars 1914, j'ai été nommé curateur aux biens
du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être
filées entre mes mains dans les trente jours de
du présent avis.

PAUL LOUIS TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier,
Montréal. 1255

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

In re Arthur Hamel, de la paroisse de Ste-Clau-
de, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débi-
teur insolvable a fait cession de ses biens, au
bénéfice de ses créanciers, au bureau du pro-
tonotaire de la cour supérieure, district de
Saint-François.

GEDEON E. BEGIN,
Gardien provisoire.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington.
Sherbrooke, 20 mars 1914. 1279

1914, I have been appointed curator to the
above named estate.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days of present notice.

JAMES RENWICK,
Curator.

Office: 42, Saint Sacrament street,
Montreal, 20th March, 1914. 1278

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
In the matter "La Cie des Combustibles Domes-
tiques de Montréal" (J. F. Pelletier).
Notice is hereby given that the said insolvent
has, this day, made, in the prothonotary's office
in Montreal, a judicial abandonment of his
property for the benefit of his creditors.

ALEXANDER BURNETT,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Burnett,
Montreal, 19th March, 1914. 1276

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 56.
In the matter of Dominique Londei, contractor,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 12th day
of March, 1914, by an order of the court, the
undersigned was appointed curator to the pro-
perty of the said insolvent, who has made a
judicial abandonment for the benefit of his cre-
ditors.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days from this date.

WILLIAM T. HOOD,
Curator.

Office of the curator,
Room 514, Merchants' Bank Bldg.,
205, Saint James street,
Montreal, 19th March, 1914. 1260

Superior Court

Province of Québec,
District of Saint Francis.
Re Auguste Lespérance, Lac Mégantic,
Insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment
of the superior court, dated the 18th of March,
1914, I have been appointed curator to the
above name estate.

Sworn claims must be filed with us within
thirty days of present notice.

PAUL LOUIS TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François-Xavier street,
Montreal. 1256

Superior Court.—District of Saint Francis.

In re Arthur Hamel, of the parish of Saint
Claude, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolv-
ent debtor has made a judicial assignment
of his property, for the benefit of his creditors,
at the office of the prothonotary of the super-
ior court, district of Saint Francis.

GEDEON E. BEGIN,
Provisional guardian.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 20th March, 1914. 1280

Ordre de Cour

Cour Supérieure,
District de Chicoutimi,
No 2296.

Le seizième jour de mars mil neuf cent
quatorze.

Côté, Boivin & Cie, Inc.,

Demandeurs;

vs

Adélaré Tremblay, Défendeur.
Vu l'allégation de déconfiture du défendeur,
il est ordonné qu'avis soit donné aux créan-
ciers du dit défendeur de produire leurs récla-
mations sous quinze jours de la date de la
première insertion dans la "Gazette Officielle de
Québec", la présente ordonnance.

F. X. GOSSELIN,
P. C. S.

1253

Licitation

Cour Supérieure

Province de Québec,
District d'Arthabaska,
No. 223.

Dame Flavie Lambert,

Demanderesse;

vs

Gaudias Lambert *et al*, Défendeurs.
Avis est donné qu'en vertu d'un jugement
de la cour supérieure, siégeant à Arthabaska, le
10 mars 1914, dans une cause dans laquelle
Dame Flavie Lambert, du village de Plessis-
ville, veuve de feu Jean-Baptiste Lambert, de
son vivant du même lieu, est Demanderesse;
et Gaudias Lambert et Antoine Lambert, tous
deux ci-devant du lieu de Plessisville, mainte-
nant absents aux Etats-Unis d'Amérique, et
Télesphore Lambert, ci-devant du dit lieu de
Plessisville, et maintenant de lieux inconnus,
sont Défendeurs, ordonnant la licitation des
immeubles suivants, désignés comme suit, sa-
voir:

1. Une terre située dans le 9e rang, du can-
ton de Somerset-Sud, connue comme faisant
partie du No. deux cent soixante sept (p.267)
du cadastre du dit canton de Somerset-Sud, con-
tenant cinquante (50) acres, plus ou moins en super-
ficie; bornée aux deux bouts aux cordons des
rangs, d'un côté à Fidèle Bédard, et de l'autre
côté à Andrée Beaudoin—avec bâtisses dessus
construites.

2. Un terrain ou emplacement situé au villa-
ge de Plessisville, contenant soixante et sept
(67) pieds de front sur cent (100) de profon-
deur, mesure française; borné en front à la rue
Napoléon, en arrière et du côté sud-ouest à N.
C. Cormier, et du côté nord-est à François
Lehoux, le tout connu comme faisant partie du
No. soixante-huit A (p.68a), du cadastre du dit
village de Plessisville—avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à
l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier
enchérisseur, le VINGT-CINQUIÈME jour
d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-
midi, devant la cour supérieure, pour le dis-
trict d'Arthabaska, dans la salle d'audience, au
palais de justice, dans la ville d'Arthabaska; su-
jets aux charges et clauses et conditions indi-
quées dans le cahier des charges déposé au bu-

Order of the Court

Superior Court,
District of Chicoutimi,
No. 2296.

The sixteenth day of March, one thousand nine
hundred and fourteen.

Côté, Boivin & Cie., Inc.,

Plaintiffs ;

vs

Adélaré Tremblay, Defendant,
Seeing the allegation of the insolvency of the
defendant, it is ordered that notice be given to
the creditors of the said defendant to file their
claims within fifteen days from the date of the
first insertion of the present order, in the "Quebec
Official Gazette."

F. X. GOSSELIN,
P. S. C.

1254

Licitation

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Arthabaska,
No. 223.

Dame Flavie Lambert,

Plaintiff;

vs

Gaudias Lambert *et al*, Defendants.
Notice is hereby given that under and by
virtue of a judgment of the superior court, in
the district of Arthabaska, on the 10th March,
1914, in a case in which Dame Flavie Lambert,
of the village of Plessisville, widow of the late
Jean-Baptiste Lambert, in his lifetime of the
same place, Plaintiff; against Gaudias Lambert
and Antoine Lambert, both of the same place,
and now away in the United States of America,
and Télesphore Lambert, also heretofore of the
village of Plessisville, and now of parts un-
known, Defendants, ordering the licitation of
certain immoveables described as follows, to
wit:

1. A land situate in ninth rang of the town-
ship of Somerset South, known as forming part
of number two hundred and sixty-seven (p.267)
of the cadastre of the said township of Somer-
set South, containing fifty (50) acres in super-
ficies more or less; bounded at both ends by
the lines (cordons) of the said ranges, on one
side by Fidèle Bédard, and on the other side by
André Beaudoin—with the buildings thereon
erected;

2. A plot of ground or emplacement situat-
e in the village of Plessisville, containing sixty
seven feet in front (67) by one hundred feet
in length (100), french mesure; bounded in
front by the street la rue Napoléon, in the rear
and on the south west side by N. C. Cormier,
on the north east side by François Lehoux, the
whole known as forming part of number sixty-
A (p.68A), of the cadastre of the said village
of Plessisville—with the buildings erected thereon,
circumstances and appurtenances.

The property above described will be put up
for auction and sale and adjudged to the last
and higher bidder, on the TWENTY-FIFTH
day of APRIL, 1914, at TEN o'clock in the
forenoon, before the superior court for the dis-
trict of Arthabaska, in the court house, in the
town of Arthabaska, subject to the charges,
clauses and conditions contained in the list of
charges deposited in the office of the prothono-

reau du protonotaire, de la cour supérieure; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la licitation devra être déposée au greffe du protonotaire au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication des dits immeubles et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après la dite adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

CREPEAU & COTE,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 12 mars 1914. 1143 2
[Première publication, 21 mars 1914]

tary of the superior court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said superior court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file said oppositions within the delay hereby prescribed they will be foreclosed from so doing.

CREPEAU & COTE,
Attorneys for Plaintiff.
Arthabaska, 12th March, 1914. 1144
[First published, 21st March, 1914.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: A DOLPHE L E-
No 27. COMTE, Dem-
mandeur; contre ALFRED TRUDEL, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
La moitié indivise de la moitié est du lot numéro vingt-deux (22), du septième rang du cadastre officiel pour le canton de Stanfold—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le VINGT NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, 1914, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. T OUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 23 mars 1914. 1317
[Première publication, 28 mars 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: JOHN FRAWLEY,
No. 463. Demandeur; contre LES HERITIERS de feu Etienne Cantin, Défendeurs.

1. Un immeuble de forme irrégulière, formant partie du numéro cent quarante-cinq (p. 145), du cadastre officiel du canton de Warwick; borné au nord-ouest au numéro cent quarante-six du dit cadastre, au nord-est au numéro cent quarante-quatre, en front à la rue Saint-Médard, et au sud-ouest à la rue Saint-Pierre—circonstances et dépendances.

2. Un autre immeuble formant une pointe de terre, en forme de triangle aigu, faisant partie de l'immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick, sous le numéro cent quarante-quatre (p. 144); borné au sud-ouest au numéro cent quarante-cinq du dit cadastre, se terminant en pointe vers le nord-ouest où elle aboute à l'emplacement de M. F. X. Kirouac, sur le chemin provincial; bornée au nord-est à la balance du numéro cent quarante-quatre, en front à la rue Saint Médard, mesurant en front vingt-huit pieds de largeur, plus ou moins, et borné à la clôture actuelle au nord-est—et les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: A DOLPHE LECOMTE,
No. 27. Plaintiff; against AL-
FRED TRUDEL, Defendant.

As belonging to defendant:
The one undivided half of the east half of lot number twenty-two (22), in the seventh range of official cadastre for the township of Stanfold—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe de Stanfold, in the TWENTY-NINTH day of APRIL next, 1914, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. T OUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 23rd March, 1914. 1318
[First published, 28th March, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: JOHN FRAWLEY,
No. 463. Plaintiff; against
THE HEIRS of the late Etienne Cantin, Defendants.

1. A piece of land of irregular form, being part of number one hundred and forty-five (p. 145), of official cadastre for the township of Warwick; bounded north-westerly to number one hundred and forty-six of said cadastre, to north east by number one hundred and forty four, in front by Saint Medard street, and to the south west by Saint Pierre street—circumstances and dependencies.

2. Another piece of land forming a land point, in a sharp triangular form, being part of immoveable known and described on the official cadastre for the township of Warwick, under number one hundred and forty four (p. 144); bounded south westerly by number one hundred and forty-five of said cadastre, and terminating as a point towards the north west where it meets emplacement of F. X. Kirouac, on the provincial road; bounded north easterly by the remainder of number one hundred and forty four, in front by Saint Médard street, measuring in front twenty eight feet in width, more or less, and bounded by the actual fence to the north east—and the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of

siale de Saint-Médard de Warwick, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1914, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 2 mars 1914. 945 2
[Première publication, 7 mars 1914].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } **D** LLE AUXILE *alias*
No. 361. } THERILLE PER-
RAULT, Demanderesse, contre GEORGE PER-
REULT, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un emplacement formant partie des lots numéros onze, du sixième rang du canton de Kingsey, contenant environ un quart d'arpent en superficie; borné au sud-ouest par le chemin de front, en arrière et au sud-est par Judes Lyonnais, au nord-ouest par Nap. Magnan, lequel terrain est à présent connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Kingsey, comme étant le lot numéro onze *g* (11 *g*), du sixième rang — avec les bâtisses.

2. Un terrain connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest (mesure précise) du lot numéro neuf *a* (9*a*), du cinquième rang sur le plan officiel pour le canton de Kingsey, d'une superficie de cinquante acres—avec les bâtisses dessus érigées et dépendances; borné au sud-ouest par le chemin entre le quatrième et cinquième rangs, au nord-est par le chemin entre le cinquième et le sixième rangs du dit canton, au nord-ouest par le No. neuf *b*, du dit cinquième rang, au sud-est par la moitié sud-est du dit No. neuf *a* du dit cinquième rang de Kingsey.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix de Kingsey, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1914, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 2 mars 1914. 947 2
[Première publication, 7 mars 1914].

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, } **A** LBERT MERCIER,
Province de Québec, } des cité et district de
District d'Iberville. } Montréal, Demandeur;
No 1563. } contre les terres et tènements de ELIAS RIVET, de la dite cité de Montréal, Défendeur, savoir:

Un lot de terre sis et situé sur le Grand Rang de Saint-Michel, en la paroisse de Saint-Michel-Archange, dans le district d'Iberville, connu et désigné comme étant le numéro trois cent quatre-vingt-dix (No 390), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel-Archange—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Michel-Archange,

Saint Médard of Warwick, on the EIGHTH day of APRIL next, 1914, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, 2nd March, 1914. 946
[First published, 7th March, 1914].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **M** ISS AUXILE *alias*
No. 361 } THERILLE PER-
RAULT, Plaintiff; against GEORGE PER-
RAULT, Defendant:

As belonging to the defendant:

1. An emplacement forming part of lots number eleven, in the sixth range of the township of Kinsey, containing about one quarter of an arpent in superficies; bounded south-westerly by the front road, in the rear and south-easterly by Judes Lyonnais, north-westerly by Nap. Magnan, said piece of land being at present known and described on the official plan and book of reference for the township of Kingsey, as being lot number eleven *g* (11 *g*) of the sixth range—with the buildings.

2. A piece of land known and described as being the north-west half (precise measure) of lot number nine *a* (9*a*), in the fifth range of the official plan for the township of Kingsey, of fifty acres in superficies—with the buildings thereon erected and dependencies; bounded south-westerly by the road between the fourth and fifth ranges, north easterly by the road between the fifth and sixth ranges of said township, north-westerly by No. nine *b*, in said fifth range, south-easterly by the south-east half of said No. nine *a*, in said fifth range of Kingsey.

To be sold at the parochial church door of Saint Félix of Kingsey, on the EIGHTH day of APRIL next, 1914, at ONE o'clock in the afternoon.

L. TOUSIGNANT,
Sheriff.

Sheriff office,
Arthabaska, 2nd March, 1914. 948
[First published, 7th March, 1914].

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, } **A** LBERT MERCIER,
Province of Quebec, } of the city and dis-
District of Iberville. } trict of Montreal, Plain-
No. 1563. } tiff; against the lands and tenements of ELIAS RIVET, of the said city of Montreal, Defendant, to wit:

A lot of land lying and situate on the Grand Rang of Saint Michel, in the parish of Saint Michel Archange, in the district of Iberville, known and designated as being the number three hundred and ninety (No. 390), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Michel Archange—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Michel Archange, on the

le VINGT-HUITIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 25 mars 1914. 1319
[Première publication, 28 mars 1914].

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal
Montréal, à savoir: { R E V. J. C. GEOFF-
No 3556. } R FRION, prêtre, des
cité et district de Montréal, Demandeur; contre
ARTHUR ISABEL, Défendeur.

Quatre lots de terre situés en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros neuf, dix, onze et douze, de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (7-9-10-11-12), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; bornés en front par la rue Châteaubriand, autrefois rue Labelle; tenant en arrière à une ruelle commune, portant le numéro cinq, de la dite subdivision officielle—avec toutes les bâtisses dessus érigées, comprenant une maison à cinq logements, les dépendances et une boutique avec toutes les machineries qui s'y trouvent, à l'exception cependant de celles qui se trouvent dans le haut de la boutique et qui appartiennent au locataire. Le tout formant une seule exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 23 mars 1914. 1293
[Première publication, 28 mars 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal
Montréal, à savoir: { D A M E M A R I E
No 1062. } M A I L L E, épouse
judiciairement séparée de biens de Damase Boileau, entrepreneur, et le dit Damase Boileau pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux de la paroisse de l'Île Bizard, dans le district de Montréal, Demanderesse; vs HERBERT LUBIN, courtier d'immeubles, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires seul sous les nom et raison de Herbert Lubin & Co., Défendeur.

Un emplacement situé dans la cité de Montréal, étant composé (a) de la partie en arrière du lot de subdivision numéro un, de la subdivision officielle du lot No 137, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; borné en front au sud-ouest par la rue Saint-Dominique, au nord-ouest par une ruelle, au sud-est par le reste du dit lot No 137-1, et au nord-est par la partie du lot de subdivision numéro 137-2, ci-après décrit, et contenant 46 pieds de largeur par 25 pieds de profondeur, et (b) partie du lot de subdivision numéro deux, des subdivisions officielles du dit lot numéro 137; bornée au sud-ouest en front par la dite partie du lot numéro 137-1 ci-dessus décrit, au nord-ouest par une ruelle en arrière, au nord-est par le lot de subdivision

TWENTY-EIGHTH day of the month of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 25th March, 1914. 1320
[First published, 28th March, 1913].

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal
Montreal, to wit: { R E V. J. C. GEOFF-
No. 3556. } R FRION, priest, of the
city and district of Montreal, Plaintiff; against
ARTHUR ISABEL, Defendant.

Four lots of land situate in the city of Montreal, known and designated as being the lots numbers nine, ten, eleven and twelve, of the official subdivision of the primitive lot numbers seven, (7, 9, 10, 11, 12), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; bounded in front by Châteaubriand street, formerly Labelle street, in the rear by a common lane, bearing the number five, of the said official subdivision—together with all the buildings erected thereon, including a five tenement house, the dependencies and a shop with all the machinery therein, save and except therefrom the machinery in the upper storey of the shop and which belongs to the lessee. The whole forming one single plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 23rd March, 1914. 1294
[First published, 28th March, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal
Montreal, to wit: { D A M E M A R I E M A I L L E,
No. 1062. } L E, wife judicially separated as to property of Damase Boileau, contractor, and the said Damase Boileau to authorize his said wife for the purposes hereof, both of the parish of Ile Bizard, in the district of Montreal, Plaintiff; vs HERBERT LUBIN, real estate broker, of the city and district of Montreal, and there carrying on business alone under the name and style of Herbert Lubin & Co., Defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal comprising (a) the rear part of the subdivision lot number one, of the official subdivision of the lot number 137, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte St-Louis; bounded in front, on the south west by Saint Dominique street, on the north west by a lane, on the south east by the residue of the said lot No 137-1, and on the north east by that part of the subdivision lot No. 137-2 hereunder described, and containing 46 feet in width by 25 feet in depth, and (b) part of the subdivision lot number two, of the official subdivisions of the said lot number 137; bounded on the south west in front by the said part of the lot No. 137-1 above described, on the north west by a lane

numéro 137-3, et au sud-est par le reste du dit lot de subdivision numéro 137-2, et contenant 46 pieds de largeur en front par 25 pieds de profondeur—et avec une maison en pierre et brique dessus érigée sur la rue Saint-Dominique.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 25 mars 1914. [Première publication, 28 mars 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { AVILA GAGNON, No 3711. Demandeur; contre

ERNEST ARTHUR LAMOTHE, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue de l'Épée, en la ville d'Outremont, district de Montréal, mesurant vingt et un pieds et cinq pouces de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise et composé: (a) De la partie nord-ouest du lot de terre numéro deux cent soixante et treize de la subdivision officielle du lot de terre numéro trente-quatre-a, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant douze pieds et dix pouces de largeur de la susdite profondeur, susdite mesure, borné en front par l'Avenue de l'Épée, en arrière par une ruelle, d'un côté par partie du lot numéro deux cent soixante et quatorze de la dite subdivision, et de l'autre côté par le résidu du susdit lot; (b) De la partie sud-est du lot de terre numéro deux cent soixante et quatorze de la susdite subdivision aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant huit pieds et sept pouces de largeur par la dite profondeur, dite mesure, borné en front par l'Avenue de l'Épée, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu de ce dernier lot, et de l'autre côté par la partie du lot de terre numéro deux cent soixante et treize ci-haut en premier lieu décrite—avec ensemble avec les constructions y érigées et portant les numéros civiques 768, 770 et 772 de l'Avenue de l'Épée, avec en plus, droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 25 mars 1914. [Première publication, 28 mars 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Clur Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { LUDGER MONTPETIT, No 91. TIT ET AL, agissant

en leurs qualités d'exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu Jean Marie Papineau, en son vivant bourgeois, de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de CYRILLE MALOUIN, de la cité de Montréal, Défendeur, maintenant entre les mains de J. A. Archambault, député-protonotaire, curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Un emplacement situé à Montréal, sur l'avenue Overdale, et composé comme suit:

1. De la partie nord-est du lot de terre connue désignée sous le numéro huit, de la subdivision officielle du lot numéro quinze cent soixante et sept (1567, pt N. E. 8) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, mesurant quarante-deux pieds et six pouces de largeur sur l'avenue Overdale, et trente-huit pieds de largeur en

située en the rear, on the north east by the subdivision lot No. 137-3, and on the south east by the remainder by the said subdivision lot number 137-2, and containing 46 feet in width in front by 25 feet in depth—together with a stone and brick house fronting on Saint Dominique street erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 25th March, 1914. [First published, 28th March, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { AVILA GAGNON, No. 3711. Plaintiff; against

ERNEST ARTHUR LAMOTHE, Defendant.

An emplacement fronting on De L'Épée Avenue, in the town of Outremont, district of Montreal, measuring twenty one feet, five inches, in width by ninety two feet in depth, more or less, english measurements, and comprising: (a) The north-west part of the lot of land number two hundred and seventy three of the official subdivision of the lot of land number thirty-four-a, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twelve feet ten inches in width by the aforesaid depth, aforesaid measurements, bounded in front by De L'Épée Avenue, in the rear by a lane, on one side by a portion of the lot number two hundred and seventy-four of the said subdivision, and on the other side by the residue of the aforesaid lot; (b) The south-east part of the lot of land number two hundred and seventy-four of the aforesaid subdivision, upon the said official plan and book of reference, measuring eight feet seven inches in width by the said depth, aforesaid measurements; bounded in front by De L'Épée Avenue, in the rear by a Lane, on one side by the residue of the last mentioned lot, and on the other side by that portion of the lot of land number two hundred and seventy-three firstly described—together with the buildings erected thereon and bearing the civic numbers 768, 770, 772 of De L'Épée Avenue, and a right of way in the lane in the rear in common with others having right thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of APRIL next, at THREE o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 25th March, 1914. [First published, 28th March, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: { LUDGER MONTPETIT, No. 91. ET AL, acting in their

capacity of testamentary executors and administrators of the estate of the late Jean Marie Papineau, in his lifetime gentleman, of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of CYRILLE MALOUIN, of the city of Montreal, Defendant, now held by J. A. Archambault, deputy protonotary, curator to the surrender made by the said defendant.

An emplacement situate at Montreal, on Overdale avenue, and comprising the following:

1. The north east portion of the lot of land known and designated under the number eight, of the official subdivision of the lot number one thousand five hundred and sixty seven (1567-N. E. pt 8), on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, measuring forty two feet six inches in width on Overdale avenue, and thirty

arrière, par toute la profondeur du dit lot, mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front la dite partie par l'avenue Overdale, en arrière par la partie non subdivisée du dit lot No 1567 du dit cadastre, au nord-est par les lots Nos 1567-9 et 10, du même cadastre, et au sud-ouest par le résidu du dit lot No 1567-8, lequel contient cinquante pieds de largeur à la frontière et en arrière toute la profondeur du dit lot.

2. D'une lisière de terrain à partir du côté sud-ouest du dix lot numéro dix de la dite subdivision (1567-10) du cadastre susdit et d'une autre lisière de terrain y contigue formant l'extrémité sud-ouest du dit lot numéro neuf, de la dite subdivision (1567-9) du cadastre susdit; ces deux morceaux de terre formant ensemble une lisière de terre qui commence au point de l'intersection de la ligne de division entre les dits lots Nos 1567-10 et 8 et la dite avenue Overdale, où elle n'a aucune largeur, et s'étend sur le côté sud-est du dit lot No 1567-9, le long duquel ses mesures sont quatre pieds et six pouces de largeur, mesure anglaise et plus ou moins; et borné au nord-ouest par la dite avenue Overdale, en arrière par la partie non subdivisée du dit lot No 1567, d'un côté par le résidu des dits lots Nos 1567-9 et 10, et de l'autre côté par le terrain en premier lieu décrit—le tout avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 25 mars 1914. 1337
[Première publication, 28 mars 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: TREFFLE SURPRE-
No 3133. PRENANT, Deman-
deur; contre DAME AURELIE CHEDELEUR,
veuve de P. Trefflé Boissé, Défenderesse.

Un terrain situé du côté sud-est du rang de la Rabastalière, paroisse de Saint-Bruno, connu sous le numéro cent soixante et dix-sept (No 177), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno, à distraire de ce terrain le bout sud-est à partir du trait carré des douze, jusqu'à une distance de cinq cent cinquante-huit pieds dans la ligne sud-ouest et quatre cent quatre-vingt-treize pieds dans la ligne nord-est, et à distraire de plus de ce terrain, une lisière de terre de vingt-six pieds de large, à partir du chemin de front du dit rang de la Rabastalière jusqu'à la susdite réserve du côté sud-ouest du dit terrain, ou voisin du numéro cent soixante et dix-huit (178), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député Shérif.
Montréal, 4 mars, 1914. 1029 2
[Première publication, 7 mars 1914.]

eight feet in width in the rear, by the whole depth of the lot, english measurements and more or less; bounded in front, the said portion, by Overdale avenue, in the rear by the unsubdivided part of the said lot No 1567, of the said cadastre, on the north east by the lots Nos 1567-9-10 of the same cadastre, and on the south west by the residue of the said lot No 1567-8, which contains fifty feet in width on the front and in the rear the whole depth of the said lot.

2 A strip of land taken from the south west side of the said lot number ten, of the said subdivision (1567-10) of the aforesaid cadastre, and another strip of land contiguous thereto forming the south west extremity of the said lot number nine, of the said subdivision (1567-9) of the aforesaid cadastre; these two parcels of land forming together a strip of land beginning at the meeting point of the division line between the said lots Nos 1567-10 and 8 and the said Overdale avenue, at which point it has no width, and extending along the south east side of the said lot No 1567-9, along which it measures four feet six inches in width, english measurements and more or less; and bounded on the north west by the said Overdale avenue, in the rear by the unsubdivided part of the said lot No 1567, on one side by the residue of the said lots Nos 1567-9 and 10, and on the other side by the land described in the first paragraph hereof—the whole with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 25th March, 1914. 1338
[First published, 28th March, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: TREFFLE SURPRE-
No. 3133. PRENANT, Plaintiff;
against DAME AURELIE CHEDELEUR,
widow of P. Trefflé Boissé, Defendant.

A lot of land situate on the south east side of the range of Rabastalière, parish of Saint-Bruno, known under the number one hundred and seventy-seven (No. 177), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno, to withdraw from the said lot of land the south-east end starting from the range line of the twelfth, to a distance of five hundred and fifty-eight feet on the south-west line and four hundred and ninety-three feet on the north-east line, and to withdraw also from the said lot of land a strip of land of twenty-six feet in width, starting from the front road of the said range of Rabastalière to the above reserve on the south-west side of the said lot of land, or adjacent to the number one hundred and seventy-eight (178) on the said official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bruno, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 4th March, 1914. 1030
[First published, 7th March, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOACHIM PETIT dit
 No. 3540. } LALUMIERE ET
 AL, Demandeurs; contre AMABLE MESSIER,
 Défendeur.

Un certain immeuble situé dans la paroisse de Boucherville, au cinquième rang, contenant quatre-vingt-dix arpents de superficie, et connu et désigné sous le numéro deux cent un (201), sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville, moins une portion de terre faisant partie du numéro deux cent un, contenant un arpent de front sur sept à huit arpents de profondeur, à prendre à partir du chemin du cinquième rang dans la ligne sud-est du dit lot No. 201—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Boucherville, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député-shérif.
 Montréal, 4 mars 1914. 1027 2
 [Première publication, 7 mars 1914.]

**MANDAT DE CURATEUR
 FIERI FACIAS DE TERRIS***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ERNEST ST-AMOUR,
 No. 160. } curateur aux biens
 de LOUIS A. HENRY, Sr., Failli.

1. Un emplacement faisant front sur la rue Anita, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent trente-deux de la subdivision du lot originaire numéro mil trois cent cinquante-neuf, (1359-132), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sans aucune exception, avec usage du passage qui existe dans la ligne de division.

2. Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, sur la rue Cadillac, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro vingt-huit (28-244), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds et demie de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

3. Cinq lots de terre situés dans la cité de Montréal, portant les numéros cinquante-trois, cent soixante et treize, cent soixante-quatorze, cent soixante-quinze et cent soixante et seize, de la subdivision du lot officiel numéro un (1-53, 173, 174, 175, 176), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; bornés en front par la rue Marquette, ci-devant la rue Champlain, contenant chacun vingt pieds de largeur par cinquante-sept pieds de profondeur, excepté le numéro cent soixante et seize, qui contient une largeur de vingt pieds en front, et de quarante pieds et cinq pouces en arrière, le tout mesure anglaise, plus ou moins—sans bâtisse, avec droit de passage dans les ruelles desservant les dits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Montréal, 4 mars 1914. 1031 2
 [Première publication, 7 mars 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOACHIM PETIT dit
 No. 3540 } LALUMIERE ET AL,
 Plaintiffs; against AMABLE MESSIER, Defendant.

A certain immoveable situate in the parish of Boucherville, at the fifth range, containing ninety arpents in superficies, and known and designated under the number two hundred and one (201), on the official plan and book of reference of the parish of Boucherville, less a parcel of land forming part of the number two hundred and one, containing one arpent in front by seven to eight arpents in depth, to be taken starting from the road of the fifth range, on the south east line of the said lot No. 201—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Boucherville, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 4th March 1914. 1028
 [First published, 7th March, 1914.]

**CURATOR'S WARRANT
 FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ERNEST ST-AMOUR,
 No. 160. } curateur to the property
 of LOUIS A. HENRY, Sr., Insolvent.

1. An emplacement fronting on Anita street, in the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and thirty-two of subdivision of the primitive lot number one thousand three hundred and fifty nine (1359-132), on the official plan and book of reference of Saint-Mary ward—together with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, without any exception, with the use of the passage situate on the division line;

2. A lot of land situate in the city of Montreal, on Cadillac street, known and designated under the number two hundred and forty-four of the official subdivision of the lot number twenty-eight (28-244) on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, measuring twenty-four feet in width by eighty-two feet and a half in depth, english measurements, more or less—with the buildings erected thereon;

3. Five lots of land situate in the city of Montreal, bearing the numbers fifty three, one hundred and seventy three, one hundred and seventy-four, one hundred and seventy-five, and one hundred and seventy-six of the subdivision of the official lot number one (1-53, 173, 174, 175, 176) of the official plan and book of reference of the incorporated village of "Côte Saint-Louis; bounded in front by Marquette street, formerly Champlain street, each lot containing twenty feet in width by fifty-seven feet in depth, save and except the lot number one hundred and seventy six, which contains in width twenty feet in front and forty feet five inches in the rear, the whole english measurements and more or less—without building, with the right of way in the lanes leading to the said lots;

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, 4th March, 1914. 1032
 [First published, 7th March, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir: } **E CREDIT FON-**
No 3582. } **CIER FRANCO-**

CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur; contre **LUCIEN LACROIX**, assistant comptable, de la cité de Montréal, et **RAOUL LACROIX**, architecte, du même lieu, en sa qualité de tuteur à Gabrielle Lacroix et à Paul Ernest Lacroix, par acte de tutelle homologué par la cour supérieure, à Montréal, le 31 octobre 1911, et en cette qualité dûment autorisée à l'effet des présentes, par ordonnance de la dite cour, sur avis du conseil de famille, le 29 novembre 1911, Défendeurs.

Un immeuble situé au coin des rues Logan et Iberville, en la cité de Montréal, portant les numéros quarante-huit et quarante-neuf de la subdivision du lot numéro treize cent soixante et trois (1363-48-49), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la dite cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites et leurs dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **NEUVIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **TROIS** heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 3 mars 1914. 983 2
[Première publication, 7 mars 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Cour supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir: } **VIDE MARTEL**,
No 4352. } **Demandeur; vs****ISAAC FRANK**, Défendeur.

a. Deux lots de terre ou emplacements sis et situés au coin des rues DeNormanville et de Fleurimont, à Montréal, connus et désignés sous les Nos 621 et 622 de la subdivision officielle du lot originaire No 5, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, ainsi que les bâtisses dessus construites;

b. Deux lots de terre sis et situés sur la rue Saint-Laurent, à Montréal, connus et désignés sous les Nos 1269 et 1270 de la subdivision officielle du lot originaire No 11, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, ainsi que les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **QUATORZIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député-shérif.
Montréal, 4 mars 1914. 1033 2
[Première publication, 7 mars 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir: } **J E A N-BAPTISTE**
No 3625 } **JODOIN**, Deman-deur; contre **ALFRED LAPORTE**, Défendeur.

1. Un terrain sis et situé dans le quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, composé du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante et sept (167), de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, sous le numéro vingt-huit (28) et sous le numéro trente et un (31), de la resubdivision du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente six (136), de la subdivision du lot de terre, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit: } **THE CREDIT FONCIER**
No. 3582. } **FRANCO-CANA-**

DIEN, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against **LUCIEN LACROIX**, assistant accountant, of the city of Montreal, and **RAOUL LACROIX**, architect, of the same place, in his capacity of tutor to Gabrielle Lacroix and Paul Ernest Lacroix, by deed of tutorship homologated by the superior court, at Montreal, on the 31st October, 1911, and as such duly authorized for the purposes hereof; by an order of the said court, upon the advice of the family council, on the 29th November, 1911, Defendant.

An immoveable property situate at the corner of Logan and Iberville streets, in the city of Montreal, bearing the numbers forty-eight and forty-nine, of the subdivision of the lot number thirteen hundred and sixty-three (1363-48-49), of the official plan and book of reference of Saint Mary ward, of the said city of Montreal—with the buildings thereon erected and their dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **NINTH** day of **APRIL** next, at **THREE** o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 3rd March, 1914. 984
[First published, 7th March, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit: } **VIDE MARTEL**,
No. 4352. } **Plaintiff; vs ISAAC****FRANK**, Defendant.

a. Two lots of land or emplacements lying and situate at the corner of DeNormanville and Fleurimont streets, at Montreal, known and designated under the Nos. 621 and 622 of the official subdivision of the primitive lot No. 5 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, together—with the buildings erected thereon.

b. Two lots of land lying and situate on Saint Lawrence street, at Montreal, known and designated under the Nos. 1269 and 1270 of the official subdivision of the primitive lot No. 11, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis,—together with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **FOURTEENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Montreal, 4th March, 1914. 1034
[First published, 7th March, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit: } **JEAN-BAPTISTE JO-**
No. 3625. } **DOIN**, Plaintiff;against **ALFRED LAPORTE**, Defendant.

1. A lot of land lying and situate in Mount Royal ward, of the city of Montreal, comprising the lot of land known and designated under the number one hundred and sixty-seven (167) of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of "Côte des Neiges", under the number twenty-eight (28) and under the number thirty-one (31) of the resubdivision of the lot of land known and designated under the number one hundred and thirty-six (136), of the subdivision of the lot of land

de la Côte des Neiges, sous le numéro vingt-huit (28); borné en front par l'avenue Maplewood—sans bâtisses.

2. Un terrain sis et situé dans le quartier Mont Royal, de la cité de Montréal, composé du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante et huit (168), de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte des Neiges, sous le numéro vingt-huit (28), et sous le numéro trente-deux (32) de la resubdivision du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente-six (136), de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, sous le numéro vingt-huit (28); borné en front par l'avenue Maplewood—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 mars 1914. [Première publication, 7 mars 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **ES COMMISSAIRES D'ECOLES POUR LA MUNICIPALITE SCOLAIRE DE SAINT-JOSEPH DE BORDEAUX**, Demandeurs; contre **ALFRED GAGNON**, Défendeur.

Un terrain situé dans le quartier Bordeaux, de la cité de Montréal, portant le numéro cent quatre-vingt cinq (185) de la subdivision du lot officiel numéro deux cent quatre-vingt-onze (291), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, le dit lot étant borné en front par la rue Letellier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 mars 1914. [Première publication, 7 mars 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **W. A. HANDFIELD et al**, Demandeurs; contre **R. PRIEUR**, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot officiel No 94 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; borné au sud-est par le fleuve Saint-Laurent, (derrière) au nord-ouest par le chemin public, au nord-est par le lot officiel 94a et au sud-ouest par le lot officiel 93, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 mars 1914. [Première publication, 7 mars 1914.]

known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of "Côte des Neiges", under the number twenty-eight (28); bounded in front by Maplewood Avenue—without buildings.

2. A lot of land lying and situate in Mount Royal ward, of the city of Montreal, comprising the lot of land known and designated under the number one hundred and sixty-eight (168), of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of "Côte des Neiges", under the number twenty-eight (28), and under the number thirty-two (32), of the resubdivision of the lot of land known and designated under the number one hundred and thirty-six (136), of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of "Côte des Neiges", under the number twenty-eight (28); bounded in front by Maplewood Avenue—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 3rd March, 1914. [First published, 7th March, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: **THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE SCHOOL MUNICIPALITY OF SAINT JOSEPH DE BORDEAUX**, Plaintiffs; against **ALFRED GAGNON**, Defendant.

A lot of land situate in the Bordeaux ward, of the city of Montreal, bearing the number one hundred and eighty-five (185) of the subdivision of lot official number two hundred and ninety one (291), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, said lot bounded in front by Letellier street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 3rd March, 1914. [First published, 7th March, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: **W. A. HANDFIELD et al**, Plaintiffs; against **R. PRIEUR**, Defendant.

A lot of land known and designated as being the lot official No. 94 of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles; bounded on the south-east by the river Saint Lawrence, (in the rear) on the north-west by the public road, on the north-east by the lot official No. 94a and on the south-west by the lot official No. 93, of the parish of Pointe aux Trembles—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 3rd March, 1914. [First published, 7th March, 1914.]

Ventes par le Sherif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Dans la Cour de Circuit de Ville-Marie

Province de Québec,
District de Pontiac,
No 843.

TIDE LEBLANC, Défendeur.

Un lot de terre appartenant à Aristide Leblanc, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Guigues, connu sous le numéro un (1), dans le troisième rang du dit canton de Guigues, contenant quatre-vingt-douze (92) acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du canton de Guigues le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

CORNELIUS McNALLY,
Bureau du shérif, Député-shérif.
Bryson, 21 mars 1914. 1281
[Première publication, 28 mars 1914].

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

In the Circuit Court at Ville-Marie.

Province of Quebec,
District of Pontiac,
No. 843.

LEBLANC, Defendant.

A lot of land belonging to Aristide Leblanc, known and designated on the official plan and book of reference for the township of Guigues, known under the number (1) one, in the third range of the said township of Guigues, containing ninety-two acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependences.

To be sold at the parish church door of the township of Guigues, on the TWENTY-NINTH day of APRIL, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

CORNELIUS McNALLY,
Sheriff's office, Deputy-sheriff.
Bryson, 21st March, 1914. 1282
[First published, 28th March, 1914].

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Circuit de Québec

Québec, à savoir: EDOUARD COULOMBE, de la cité de Québec, marchand de fruits, y faisant affaires comme tel sous le nom de "The Quebec Fruit Exchange"; contre E. M. BRUNET, ci-devant de Québec, maintenant de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, à savoir:

Partie du lot No 1122 (mille deux cent vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, contenant un demi arpent de largeur sur sept perches de profondeur, plus ou moins; bornée par devant au sud par le chemin public, au nord par la terre de Dame Elie Légaré, au nord-est par l'emplacement de Adolphe Barbeau, au sud-ouest par celui de Thomas Bédard, étant un emplacement situé en la seigneurie St-Ignace, en la concession Saint-Bernard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 26 mars 1914. 1353
[Première publication, 28 mars 1914].
[Deuxième publication, 11 avril 1914]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Circuit Court of Quebec

Québec, to wit: EDOUARD COULOMBE, of the city of Quebec, fruit merchant, and there carrying on business as such under the name of "The Quebec Fruit Exchange"; against E. M. BRUNET, heretofore of Quebec, and now of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, to wit:

Part of the lot No 1122 (one thousand one hundred and twenty two) of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, containing one half arpent in width by seven perches in depth, more or less; bounded in front on the south by the public highway, on the north by the land of Dame Elie Légaré, on the north east by the emplacement of Adolphe Barbeau, on the south west by that of Thomas Bédard, being an emplacement situate in the seigniory Saint Ignace, in the concession Saint Bernard—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, on the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Québec, 26th March, 1914. 1354
[First published, 28th March, 1914].
[Second published, 11th April, 1914]

Ventes par le Shérif—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit, siégeant à Hébertville Station.
Province de Québec, } THOMAS LOUIS
District de Roberval, } COLLARD, de
No. 9. } Saint-Joseph d'Alma,

Demandeur, contre JOSEPH COTE, du même lieu, Défendeur, à savoir:

Un certain terrain ou emplacement de forme irrégulière de quatre-vingts pieds de front sur vingt pieds de profondeur, sis et situé en la paroisse de Saint-Joseph d'Alma; borné à l'est par la route qui conduit au pont de fer, à l'ouest et au sud par le terrain de A. Elie Gagné, au nord par le terrain de Adgénéard Lapointe, le dit immeuble faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre (No. 4), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang de l'île d'Alma, du canton Delisle, dans le comté du Lac Saint-Jean—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph d'Alma, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 28 février 1914. 941 2
[Première publication, 7 mars 1914.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Québec.

Malbaie, à savoir: } J. ALPHONSE JAC-
No 3. } QUES, de Québec,

marchand de cuir, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "La Cie J. H. Jacques & Fils", Demandeur; contre JOSEPH EDGAR LAPOINTE, de Tadousac, comté de Saguenay, Défendeur.

Un emplacement faisant partie de la rue Bourret et du lot numéro 255, du bloc H, du cadastre officiel du village Tadousac; borné au sud à la rue Elgin, au nord à Eméré Villeneuve, à l'est à Dame Vve Henry Lapointe, à l'ouest au chemin de la concession—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Tadousac, le SIXIEME jour de MAI, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif, Shérif.
Malbaie, 18 mars 1914. 1257
[Première publication, 28 mars 1914.]

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, sitting at Hébertville Station.
Province of Quebec, } THOMAS LOUIS
District of Roberval, } COLLARD, of
No. 9. } Saint Joseph d'Alma,

Plaintiff; against JOSEPH COTE, of the same place, Defendant, to wit:

A certain lot of land or emplacement of irregular outline, of eighty feet in front by one hundred and twenty feet in depth, lying and situate in the parish of Saint Joseph d'Alma; bounded on the east by the road leading to the iron bridge, on the west and south by the land of A. Elie Gagné, on the north by the land of Adgenard Lapointe, the said immoveable forming part of the lot of land known and designated under the number four (No. 4), of the official cadastral plan and book of reference for the first range of "Ile Alma" of the township of Delisle, in the county of Lake Saint John—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Joseph d'Alma, on the SEVENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 28th February, 1914. 942
[First published, 7th March, 1914.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior court.—District of Québec.

Malbaie, to wit: } J. ALPHONSE JAC-
No. 3. } QUES, of Québec,

leather merchant, carrying on business alone under the firm name and style of "La Cie J. H. Jacques & Fils", Plaintiff; against JOSEPH EDGAR LAPOINTE, of Tadousac, county of Saguenay, Defendant.

An emplacement forming part of Bourret street and of the lot number 255, of Block H, of the official cadastre of the village of Tadousac; bounded on the south by Elgin street, on the north by Eméré Villeneuve, on the east by Dame widow Henry Lapointe, on the west by the concession road—with the buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Tadousac, on the SIXTEENTH day of MAY, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Malbaie, 18th March, 1914. 1258
[First published, 28th March, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **GELAS MAR-**
No. 972. } **TEL**, du canton

de Compton, dans le district de Saint-François, cultivateur, Demandeur; contre **JAMES COOKSON**, ci-devant de D'Israéli, district de Saint-François, et maintenant absent de la province de Québec, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur **James Cookson**:

Un morceau de terre connu et désigné comme étant: Un emplacement faisant partie du lot numéro un c. (p.l.c.) des emplacements du village de D'Israéli, sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby, de la contenance de quatre-vingt pieds de front sur cent-vingt-cinq pieds de profondeur, tenant en front au grand chemin de Lambton, par derrière au bout de la profondeur, d'un côté à Alfred Grégoire, et de l'autre côté au reste du dit lot un c.—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce d'Israéli, le **SIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain, 1914, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 2 mars 1914. 971 2
[Première publication, 7 mars 1914]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint-François.
Saint Francis, to wit: } **GELAS MARTEL**,
No. 972. } of the township

of Compton, in the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff; against **JAMES COOKSON**, heretofore of D'Israéli, district of Saint Francis, and now absentee from the province of Quebec, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant **James Cookson**:

A parcel of land known and designated as being: An emplacement forming part of the lot number one c. (pt. 1 c.) of the emplacements of the village of D'Israéli, upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Garthby, measuring eighty feet in front by one hundred and twenty-five feet in depth, bounded in front by the Lambton main highway, in the rear, at the end of the depth, on one side by Alfred Grégoire, and on the other side by the residue of the said lot one c.—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Luce d'Israéli, on the **SIXTH** day of **APRIL** next, 1914, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff office, Shérif.
Sherbrooke, 2nd March 1914. 972
[First published, 7th March, 1914]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS**

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières
Trois-Rivières, à savoir: } **IN RE J. ALEX.**
No. 332. } **CARIGNAN &**
COMPAGNIE, Insolubles, et **SYLVIANO DUGAL**, curateur.

1. Un emplacement situé sur et au côté sud-ouest de la rue Bonaventure, en la cité des Trois-Rivières, étant le numéro huit cent soixante-sept (867), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières—avec la bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, contenant d'après le susdit cadastre quarante pieds de largeur au front, et retrécissant un peu de manière à n'avoir que trente-neuf pieds de largeur, à la profondeur, qui est de cent-trente-sept pieds dans sa ligne sud-est, et de cent trente-sept pieds et dix pouces dans sa ligne nord-ouest, le tout à mesure française.

2. Une terre située dans le fief Sainte-Marguerite, au nord-est du chemin des Forges, en la paroisse des Trois-Rivières, contenant huit arpents de front sur une profondeur moyenne d'environ sept arpents et demi, sans garantie de mesure précise, étant les lots numéro cent quatre-vingt-quatre et cent quatre-vingt-cinq du cadastre officiel de la dite paroisse des Trois-Rivières, comté

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS**

Superior Court.—District of Three Rivers
Three Rivers, to wit: } **IN RE J. ALEX.**
No. 332. } **CARIGNAN &**
COMPAGNIE, Insolvents, and **SYLVIANO DUGAL**, curator.

1. An emplacement situate on the south west side of Bonaventure street, in the city of Three Rivers, being the number eight hundred and sixty seven (867), of the official cadastre of the city of Three Rivers—with the buildings erected thereon, circumstances and dependancies, containing according to the aforesaid cadastre, forty feet in width on front, thirty nine feet in width in the rear, one hundred and thirty seven feet in depth, on the south west line and one hundred and thirty seven feet, ten inches, also in depth, on the north west line, the whole french measurements;

2. A land situate in Sainte-Marguerite concession, on the north east of "Des Forges", road in the parish of Three Rivers, containing eight arpents in front by a mean depth of about seven arpents and a half, without guarantee as to exact measurements, composed of the lots numbers one hundred and eighty four and one hundred and eighty five of the official cadastre of the said par-

de Saint-Maurice—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances;

3. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Bernard, en la ville de Shawinigan Falls, maintenant connu et désigné sous le lot quarante-cinq au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-45), aux plan et li-de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, mesurant cinquante pieds de largeur, sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur et contenant quatre mille six cents pieds en superficie, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise, et borné comme suit, en front par la troisième rue, en arrière, par une ruelle, portant le numéro quarante-trois, de la subdivision officielle du lot numéro six cent vingt-huit (628-43), au côté est, par le lot numéro six cent vingt-huit (628-44), et du côté ouest par le lot No. 628-46; avec le droit de passage dans la dite ruelle No. 628-43, en arrière du dit emplacement—avec la maison et dépendances dessus construites;

4. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Bernard, en la ville de Shawinigan Falls, connu et désigné sous le numéro quarante-quatre au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-44), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, de cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise; borné au pont par la troisième rue, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot 628-45, et de l'autre côté par l'Avenue des Cèdres, avec le droit de passage en commun avec les propriétaires voisins y ayant droit dans la susdite ruelle.

5. Un lot de terre situé en la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, rang Saint-Mathieu, connu et désigné sous le lot numéro huit cent quatre-vingt-douze, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel; borné d'un côté à Elzéar Petit, et de l'autre côté à Alphonse Petit, à distraire du dit lot, un morceau de terre de six arpents de longueur, sur la largeur d'environ trois arpents; borné en front, et du côté nord, par le chemin de front du dit rang, en arrière à Hormidas Carignan, du côté est par Elzéar Petit, du côté ouest, à Alphonse Petit ou représentants, faisant partie du lot numéro huit cent quatre-vingt-douze, aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, avec le droit de passage, tant à pieds qu'en voiture, sur le morceau de terre plus haut décrit, pour communiquer du résidu du lot No. 892, au chemin de front du dit rang Saint Mathieu, ce droit est réservé à perpétuité, et une servitude est créée sur le dit morceau de terre pour garantir le droit de passage.

Pour être vendus comme suit: l'immeuble en premier lieu désigné, au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, sur la rue Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin; l'immeuble en second lieu désigné à la porte de l'église de la paroisse des Trois-Rivières, en la cité des Trois-Rivières, le MEME JOUR, à ONZE heures du matin; les immeubles en troisième et quatrième lieux désignés, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, en la ville de Shawinigan Falls, à DIX heures du matin, et l'immeuble en cinquième lieu désigné, à la porte de l'église

ish of Three Rivers, county of Saint-Maurice—with the house erected thereon, circumstances and dependencies;

3. An emplacement situate in the parish of Saint Bernard, in the town of Shawinigan Falls, now known and designated as being the lot number forty five, upon the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty eight (628-45), upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, county of Saint Maurice, measuring fifty feet in width, by ninety two feet in depth, and containing four thousand six hundred feet in superficies, more or less, english measurements, without guarantee as to exact measurements; and bounded as follows: in front, by third street in rear, by a lane bearing the number forty three of the official subdivision of the lot number six hundred and twenty eight (628-43), on the east by the lot No. 628-44, and on the west by the lot No. 628-46, with a right of way in the said lane No. 628-43, to the rear of the said emplacement—with a house and dependencies erected thereon;

4. A lot of land situate in the parish of Saint Bernard, in the town of Shawinigan Falls, known and designated under the number forty four upon the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty eight (628-44), upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, county of Saint Maurice, of fifty feet in width by ninety two feet in depth, english measurements and without guarantee as to exact measurements; bounded in front by third street, in the rear by a lane, on one side by the lot 628-45; and on the other side by "Avenue des Cèdres"—with the right of way in the aforesaid lane, in common with the proprietors in the neighborhood thereto;

5. A lot of land situate in the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, Saint Mathieu range, known and designated as being the lot number eight hundred and ninety two, upon the official plan and book of reference of the registry cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Notre-Dame du Mont-Carmel; bounded on one side by Elzéar Petit, and on the other side by Alphonse Petit; to withdraw from the said lot, a parcel of land of six arpents in length by about three arpents in width; bounded in front and on the north by the front road of the said range, in the rear by Hormidas Carignan, on the east side by Elisée Petit, and on the west side by Alphonse Petit or representatives, the said parcel of land forming part of the said number eight hundred and ninety two, of official plan and book of reference for the said parish of Notre Dame du Mont Carmel, with a right of way both in foot and with vehicles, upon the above parcel of land to communicate from the residue of the lot No. 892, to the front road of the said Saint Mathieu range, the said right is reserved for ever, and a servitude is attached upon the said parcel of land, to guarantee the said right of way;

To be sold as follows: the immovable firstly described, at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, on Notre-Dame street, in the city of Three Rivers, on the TWENTY NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon; the immovable secondly described at the church door of the parish of Three Rivers, in the city of Three Rivers, on the SAME DAY, at ELEVEN o'clock in the forenoon; the immovables thirdly and fourthly described, on the THIRTIETH day of APRIL next, at the church door of the parish of Saint Bernard, in the town of Shawinigan Falls, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovable fifthly described at the

de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 25 mars 1914. 1331
[Première publication, 28 mars 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } PITRE POTVIN, De-
No 153. } mandeur; contre

CHARLES TRUCHON, Défendeur, savoir:
Deux lots de terre situés dans le canton Lamy, à l'endroit appelé "Division Parent", dans le comté de Champlain, connus et désignés comme étant les lots deux et six (2 et 6) dans le bloc 2, dans le village Parent—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le PREMIER jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 25 mars 1914. 1329
[Première publication, 28 mars 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } E. NARCISSE
No 322. } E. BEAUDRY,

Demandeur; contre LA COMPAGNIE THEATRALE DES TROIS-RIVIERES, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district des Trois-Rivières, Défenderesse.

Un emplacement situé en la cité de Trois-Rivières, sur le côté sud-ouest de la rue Bonaventure, étant le lot numéro huit cent soixante et huit (868) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, avec les travaux de constructions existants sur le dit terrain—circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Notre-Dame, le SEPTIEME jour d'AVRIL, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 4 mars 1914. 1003 2
[Première publication, 7 mars 1914.]

Proclamation

Canada,
Province of } F. LANGELIER.
Québec.
[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que dans et
Procureur Général. } par un Acte du Par-
lement de Notre Royaume Uni de la Grande-
Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la

church door of the parish of Notre-Dame du Mont Carmel, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 25th March 1914. 1332
[First published, 28th March, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court—District of Three Rivers

Three Rivers, to wit: } PITRE POTVIN, Plain-
No. 153. } tiff; against CHARLES

TRUCHON, Defendant, to wit:
Two lots of land situate in the township of Lamy, at the place called "Parent Division", in the county of Champlain, known and designated as being the lots two and six (2 and 6) in block 2, in the village of Parent—with the buildings erected thereon.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 25th March, 1914. 1330
[First published, 28th March, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } E. NARCISSE
No. 322. } E. Pl a i n t i f f ;

against; LA COMPAGNIE THEATRALE DES TROIS-RIVIERES", a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Three Rivers, Defendant.

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the south-west side of Bonaventure street, being the lot number eight hundred and sixty-eight (868) of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the city of Three Rivers, with the construction work existing on the said ot of land—circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the sheriff for the District of Three Rivers, in the court house, in the city of Three Rivers, on Notre-Dame street, on the SEVENTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 4th March, 1914. 1004
[First published, 7th March, 1914.]

Proclamation

Canada,
Province of } F. LANGELIER.
Québec.
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN } WHEREAS in and by an
Attorney General. } act of the Parliament
of Our United Kingdom of Great Britain and
Ireland made and passed in the thirtieth year

trentième année du Règne de la feu Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent", il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté du Lac Saint-Jean, dans le district de Roberval, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Ross";

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton "Ross", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit Comté du Lac Saint-Jean, dans le dit district de Roberval, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir:

Le canton Ross, dans le comté du Lac Saint-Jean, est borné vers le nord-est par les cantons Ouatouchouan et Roberval, vers le sud-ouest et le nord-ouest par les terres vacantes de la Couronne, vers le nord-est par le canton Dechêne, et ses limites sont décrites comme suit, savoir:

Partant d'un poteau, faisant le coin sud du canton Ashuapmouchouan et le coin ouest du canton Ouatouchouan; de ce poteau qui fait aussi le coin nord du canton Ross, une ligne déjà établie, longue de sept cent quatre-vingt-seize chaînes cinquante chaînons (796.50 chs.), plus ou moins, et courant sud trente-sept degrés est (S. 37° E.) astronomique, jusqu'à un autre poteau faisant le coin ouest du canton Charlevoix, le coin sud du canton Roberval, et le coin nord du canton Dechêne; de cet autre poteau qui fait aussi le coin est du canton Ross, une ligne déjà établie, longue de huit cent quarante-six chaînes quarante chaînons (846.40 chs), plus ou moins, et courant sud cinquante-deux degrés cinquante-huit minutes ouest (S. 52° 58' O.) astronomique, jusqu'au coin sud du canton Ross, sur la limite sud-ouest, déjà établie, de la location forestière "Rivière Ouatouchouaniche No 1"; de là, sur la course nord trente-sept degrés ouest (N. 37° O.) astronomique, en suivant la susdite limite déjà établie, et son prolongement, une ligne longue de sept cent quatre-vingt-seize chaînes cinquante chaînons (796.50 chs.), plus ou moins, jusqu'au prolongement de la partie déjà établie de la limite nord-ouest du canton Ross; de là, sur la course nord cinquante-deux degrés cinquante-huit minutes est (N. 52° 58' E.) astronomique, en suivant le dit prolongement et la susdite limite déjà établie, une distance de huit cent quarante-six chaînes quarante chaînons (846.40 chs), plus ou moins, jusqu'au poteau du point de départ.

Le canton Ross, tel que ci-dessus délimité, occupe une étendue de soixante-sept mille qua-

of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intituled: "An Act of the Union of Canada, Nova-Scotia and New-Brunswick, and the Government thereof, and for other purposes connected therewith", it is amongst other things enacted, that "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof;" And whereas, We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the County of Lake Saint John, in the District of Roberval, in Our Province of Quebec, a township by the name of township "Ross".

NOW KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township "Ross", that certain tract of our waste lands situate and being in the said County of Lake Saint John, in the said District of Roberval, in our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province, to wit:

The township of Ross, in the county of Lake Saint John, is bounded towards the north east by the townships of Ouatouchouan and Roberval, towards the south west and north west by the vacant Crown lands, towards the north east by the township of Dechêne, and its limits to be described as follows, to wit:

Starting from a post marking the south corner of the township of Ashuapmouchouan, and the west corner of the township of Ouatouchouan; from the said post which also marks the north corner of the township of Ross, a line already established, of seven hundred and ninety six chains, fifty links (796.50 chs) in length, more or less, and running south thirty seven degrees east (S. 37° E.) astronomically, to another post marking the west corner of the township of Charlevoix, the south corner of the township of Roberval, and the north corner of the township of Dechêne; from the latter post which also marks the east corner of the township of Ross, a line already established, of eight hundred and forty six chains, forty links (846.40 chs) in length, more or less, and running south fifty two degrees, fifty eight minutes west (S. 52° 58' W.) astronomically, to the south corner of the township of Ross, upon the south west limits, already established of the timber limit "River Ouatouchouaniche No. 1"; thence in the direction north thirty seven degrees west (N. 37° W.) astronomically, following the aforesaid limit already established, and the prolongation thereof, a line of seven hundred and ninety six chains, fifty links (796.50 chs.) in length, more or less, to the prolongation of that portion already established of the north west limit of the township of Ross; thence in the direction north fifty degrees, fifty eight minutes east (N. 52° 58' E.) astronomically, following the said prolongation and the aforesaid limit already established, a distance of eight hundred and forty six chains, forty links (846.40 chs.), more or less, to the post of the starting point.

The township of Ross as limited above, covers an area of sixty seven thousand four hun-

tre cents acres (67,400), plus ou moins, en superficie, tel que le tout appert au diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et de plus conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le dix-huitième jour du mois d'avril prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit dix-huitième jour du mois d'avril prochain, un canton sous le nom du canton "Ross" à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Ross", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. **TI MOIN**: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **SIR FRANCOIS LANGELIER**, Chevalier, Commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce **DIX-HUITIEME** jour de **MARS**, en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatrième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

1347

Sous-secrétaire de la province.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par ordre en conseil, en date du vingt-six février 1914, de nommer **M. J. A. Ephrem Bédard**, médecin, de la cité de Québec, député percepteur du revenu pour le district de Québec. 1287

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Saint-Hilaire, comté de Rouville, n'ayant pas fonctionné, depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous conformément à l'article 1899, des Statuts Révisés de Québec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 26 mars 1914.

1349

dred and ninety acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said act, declare and order that the eighteenth day of the month of April next, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said tract of land so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on from and after the said eighteenth day of the month of April next, a township by the name of the township "Ross", to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township "Ross".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: **WITNESS**, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable **SIR FRANCOIS LANGELIER**, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this **EIGHTEENTH** day of **MARCH**, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

J. J. SIMARD,

1348

Deputy Provincial Secretary.

Appointment

His Honor the **LIEUTENANT-GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the twenty-sixth day of February, 1914, to appoint **Mr. J. A. Ephrem Bédard**, physician, of the city of Québec, deputy collector of revenue, for the district of Québec. 1288

Government Notices

Public notice is hereby given that the farmer's club of the parish of Saint Hilaire, county of Rouville, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1899, of the revised statutes of the province of Quebec.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Québec, 26th March, 1914.

1350

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au Ministère de l'Agriculture, la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861, des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Saguenay, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

" Cercle Agricole de la paroisse du Sacré-Coeur de-Jésus."

J. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 26 mars 1914. 1351

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1914, constituant en corporation M. M. Artias Jodoin, cultivateur, de Saint-Urbain; Ludger Gagné, voiturier; J. Elie Vincent, boucher; Emile Tessier, boulanger, de Saint-Jean Chrysostôme, comté de Châteauguay; J. Ernest Gagné, courtier d'assurance; J. Octave Desy, courtier d'assurance; Armand Desrosiers, meublier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, vendre et exploiter des pouvoirs hydrauliques et électriques, louer à d'autres compagnies, autres corporations ou à d'autres personnes, ou louer d'autres compagnies, autres corporations ou d'autres personnes des pouvoirs hydrauliques et électriques; faire des chaussées barrages de rivières, pour l'augmentation de la force des pouvoirs hydrauliques, dans les comtés de Châteauguay, Huntingdon, Saint-Jean et Napierreville.

Faire des règlements avec les municipalités ou autres pouvoirs, selon la loi, pour obtention du droit de passage, pour le posage de poteaux ou pour le posage de fils aux fins de la transmission de l'énergie électrique vendue, louée ou prêtée aux municipalités, corporations ou particuliers.

des magasins d'une façon générale et plus spécialement pour la vente de tous articles se rapportant à l'exploitation de l'énergie hydraulique, tels que dynamos, fixtures électriques, lampes, fils, électroliers; acheter des matériaux pour manufacturer les dits articles, vendre les dits articles;

Prendre et donner des contrats pour l'installation électrique de tous genres;

Construire, acheter, louer et vendre toute manufacture, usine, boutique ou pouvoir servant à l'exploitation de l'énergie hydraulique ;

Hypothéquer, transporter, échanger, posséder ces dits immeubles;

Acquérir des droits, actions, débetures ou autres intérêts dans d'autres compagnies faisant directement ou indirectement le même commerce que la présente compagnie; acquérir partie ou totalité des biens, droits, actions et privilèges de toute compagnie faisant directement ou indirectement le même commerce que la dite compagnie et en général faire avec toute autre compagnie tout commerce qui se rapporte directement ou indirectement au commerce que la présente compagnie entend faire.

Construire, acheter, louer, exploiter des aqueducs.

Faire l'importation et le commerce en gros et en détail de toutes espèces de charbon.

Payer à même les fonds de la compagnie toutes dépenses relatives à la formation et à l'enregistrement de la compagnie; payer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre

Public notice is hereby given that the farmer's club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861, of the Revised Statutes of Québec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Saguenay, the following club is authorized under the following name, to wit:

" Farmer's Club of the parish of Sacré-Coeur de-Jésus".

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 26th March 1914. 1352

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the thirty-third day of March, 1914, incorporating Messrs. Artias Jodoin, farmer, of Saint Urbain; Ludger Gagné, carriage maker; J. Elie Vincent, butcher; Emile Tessier, baker, of Saint Jean Chrysostôme, county of Châteauguay; J. Ernest Gagné, insurance broker; J. Octave Desy, insurance broker; Armand Desrosiers, cabinetmaker, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell and exploit water and electric powers, and to lease the same to or from other companies, corporation or persons; to construct embankments, dam rivers for increasing the force of water powers, within the counties of Châteauguay, Huntingdon, Saint John's and Napierreville;

To pass by-laws with any municipalities or other authorities, for the erection of posts and the laying of wires for the transmission of the electric power sold, based or loaned to municipalities, corporations or individuals;

To keep stores in a general way and more particularly for the sale of any articles relating to the exploitation of water powers, such as dynamos, electric fixtures, lamps, wires, electroliers; to purchase materials for the manufacturing of the above articles and sell the same;

To take and give contracts for all kinds of electric installations;

To construct, purchase, lease and sell any manufacture, plant, workshop or power used for the exploitation of water power;

To hypothecate, transfer, exchange and hold the said immoveables;

To acquire rights, shares, debentures or other interests in other companies directly or indirectly by carrying on a business similar to that of the present company to acquire the whole or part of the property, rights, shares and privileges of any company directly or indirectly carrying on the same business as the said company, and generally to carry on with any other company any business directly or indirectly related to the business which this company has the intention of carrying on;

To construct, purchase, lease and exploit water-works;

To import and deal wholesale and retail in all kinds of coal;

To pay out of the funds of the company all expenses incurred in connection with the formation or registering of the company; to pay any persons or companies for services rendered or

pour le placement de parts dans la présente compagnie, de débetures ou autres biens de la compagnie, soit dans la formation, la promotion de la compagnie, ou la conduite de ses affaires; les dites dépenses pouvant être payées par actions dans la présente compagnie, sous le nom de "The Canada Light & Power Company", avec un capital de cent quarante mille piastres (\$140,000.00), divisé en quatorze cents (1400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Jean Chrysostôme, comté de Châteauguay.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mars 1914.

C. J. SIMARD,
1345 Sous-secrétaire de la province.

547.13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 25 mars 1914.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil du 18 mars 1914, d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Rémi, comté de Napierville, aucune école n'ayant été maintenue dans la municipalité pour au-delà d'une année. S. R. Q. 1909, art. 2627. 1327

Avis Divers

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe,
No. 37.

Dame Eva Chicoine, de Saint-Damase, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Joseph-François-Xavier Beaugard, son époux, marchand, du même lieu.

WILFRID CHICOINE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 21 mars 1914. 1357

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,

Dame Mary Ellen Ryan, de Montréal, épouse de James McCormack, marchand, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens d'avec son mari.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,
Procureurs de Dame Mary E. Ryan.
Montréal, 20 mars 1914. 1341

"KING EDWARD PARK & AMUSEMENT COMPANY".

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée des directeurs provisoires du "King Edward Park & Amusement Company" sera tenue le quatorzième jour d'avril 1914, à onze heures de l'avant-midi, aux bureaux de MM. Kavanagh, Lajoie & Lacoste, 7 Place d'Armes, Montréal.

JOS. T. R. LAURENDEAU,
Directeur provisoire.
Montréal, 25 mars 1914. 1339

to be rendered for the placing of the shares, debentures or other property of the present company, either about the formation, promotion of the company, or the conduct of its business; the present company to have the power to pay the above expenses with its own shares, under the name of "The Canada Light & Power Company", with a capital stock of one hundred and forty thousand dollars (\$140,000.00) divided into one thousand four hundred (1400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Jean Chrysostôme, county of Châteauguay.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of March, 1914.

C. J. SIMARD,
1346 Deputy Provincial Secretary.

547.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 25th March, 1914.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council of 18th March, 1914, to abolish the corporation of school trustees for the school municipality of Saint Remi, Napierville county, no schools having been maintained in the municipality for over a year. R. S. Q., 1909, art. 2627. 1328

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinthe,
No. 37.

Dame Eva Chicoine, of Saint Damase, district of Saint Hyacinthe, has, this day, instituted an action in separation as to property against Joseph François-Xavier Beaugard, her husband, merchant, of the same place.

WILFRID CHICOINE,
Attorney for Plaintiff.
Saint Hyacinthe, 21st March, 1914. 1358

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Dame Mary Ellen Ryan, of Montreal, wife of James McCormack, merchant, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property, against her husband.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,
Attorneys for Dame Mary E. Ryan.
Montreal, 20th March, 1914. 1342

"KING EDWARD PARK & AMUSEMENT COMPANY".

Notice is hereby given that a meeting of the provisional directors of the "King Edward Park & Amusement Company", will be held on the fourteenth day of April, 1914, at eleven o'clock in the forenoon, at the offices of Messrs Kavanagh, Lajoie & Lacoste, 7 Place d'Armes, Montreal.

JOS. T. R. LAURENDEAU,
Provisional director.
Montreal, 25th March, 1914. 1340

Avis de Faillites

District de Québec.

In re P. Aimé Gagnon, de Saint-Léon de Standon, marchand.

Avis est par le présent donné qu'un bordereau amendant celui du 23 mars 1914, a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 14 avril 1914, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 25 mars 1914.

1343

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saguenay.
No 3028.

Dans l'affaire de François-Xavier Gagnon,
Débiteur insolvable ;
et

François Gagnon, Créancier requérant.

Le dit François-Xavier Gagnon ayant fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Avis est par le présent donné à ses créanciers d'être présents au bureau du protonotaire soussigné, à la Malbaie, le 31e jour de mars prochain, à 10 hrs A. M., pour donner leur avis sur la nomination des curateurs et des inspecteurs,

HENRI SIMARD,
Gardien provisoire.

La Malbaie, 24 mars 1914. 1365½

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Lyman E. Shorey, Montréal, Failli.

Avis est donné que, le 12 mars 1914, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue St-Jacques.
Montréal, 21 mars 1914.

1359

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Thomas Emo, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 14 avril 1914.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

R. F. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint Jacques.
Montréal, 28 mars 1914.

1361

Bankrupt Notices

District of Quebec.

In re P. Aimé Gagnon, of Saint Leon de Standon, merchant.

Notice is hereby given that a dividend sheet amending the one dated 23rd March, 1914, in this matter, and will be open to objection until the 14th April, 1914, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Building.
Quebec, 25th March, 1914.

1344

Superior court.

Province of Quebec,
District of Saguenay.
No. 3028.

In the matter of François Xavier Gagnon,
Insolvent debtor;
and

François Gagnon, Petitioner.
Said François Xavier Gagnon having abandoned his property for the benefit of his creditors.

Notice is hereby given to his creditors to meet at the office of the prothonotary, at Murray Bay, on the 31st day of March next, at 10 o'clock A.M., to give their advice on the appointment of a curator and of the inspectors.

HENRI SIMARD,
Provisional guardian.

Murray Bay, 24th March, 1914. 1366½

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Lyman E. Shorey, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 12th March, 1914, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 21st March, 1914.

1360

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Thomas Emo, Montreal, Insolvent.

A 1st and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 14th April, 1914.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 28th March, 1914.

1362

En liquidation

EN VERTU DE L'ACTE DES
LIQUIDATIONS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

No 53. #

In re La Compagnie Théâtrale des Trois-Rivières,
Limitée, Trois-Rivières, Qué.,

En liquidation.

Un ordre de mise en liquidation a été accordé en cette affaire, et les créanciers, actionnaires, contributeurs ou membres de la dite compagnie en liquidation, sont convoqués par les présentes à une assemblée qui aura lieu le 8 avril 1914, à 10 heures A. M., en la salle des audiences du palais de justice, rue Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières, devant un juge de la cour supérieure, aux fins de donner leur avis sur la nomination d'un liquidateur définitif, et d'un ou plusieurs inspecteurs, s'il y a lieu.

S. DUGAL,

Liquidateur provisoire.

Bureau de S. Dugal, No 4 Alexandre.

Trois-Rivières, 20 mars 1914.

1363

In liquidation

UNDER THE WINDING-UP ACT

Superior Court

Province of Quebec,
District of Three Rivers.

No. 53.

In re "La Compagnie Théâtrale des Trois-Rivières, Limitée", Three Rivers, Que.,

In liquidation.

An order for the winding up of the above named company has been granted, and the creditors, shareholders, contributories or members of the said company in liquidation are hereby requested to be present, at a meeting which shall take place on the 8th April, 1914, at 10 o'clock A. M., in the court room of the court house, on Notre-Dame street, in the city of Three Rivers, before a judge of the superior court, to give their advice respecting the appointment of a permanent liquidator and one or more inspectors, if necessary.

S. DUGAL,

Provisional liquidator.

Office of S. Dugal, No 4, Alexandre.

Three Rivers, 20th March, 1914.

1364

Ratification

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure, du district de Montréal, un acte passé devant V. Lamarche, notaire, le dix-neuvième jour de février mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, entre Leslie H. Gault, marchand; Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, entrepreneur; Dame Fortunate Dufort, épouse séparée de biens de Louis Boisseau, marchand, dûment autorisée par son dit époux aux fins des présentes; Dame Eliza-Ann Stephenson, épouse séparée de biens de William Dagg, comptable, dûment autorisée par son dit époux aux fins des présentes; Dame Florence-Annie Benson, épouse séparée de biens de Irving L. Smith, marchand-tailleur, dûment autorisée par son dit époux aux fins des présentes; Médéric Ménard, hôtelier; Alfred Jones, agent d'immeubles, tous de la cité de Montréal, ci-après appelés les vendeurs, représentés par Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet et Leslie H. Gault, ci-dessus mentionnés, ici présents, leurs agents et procureurs autorisés en vertu d'une certaine procuration reçue le trente-unième jour d'août mil huit cent quatre-vingt-quatorze, devant V. Lamarche, notaire, et David Tremblay, de Saint-Henri, charpentier, étant une vente par les dits Leslie H. Gault *et al* à David Tremblay, d'un certain lot de terrain connu comme lot subdivision numéro deux cent cinquante, du lot numéro deux cent soixante-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hoche-laga, contenant vingt-cinq pieds de front, et en arrière par cent quarante-six pieds de profondeur, mesure anglaise, avec droit de passage dans la ruelle en arrière et dans la rue sur le devant, en commun, avec les autres y ayant droit, ainsi qu'avec toutes les circonstances et dépendances, desquelles le dit acheteur déclare avoir une parfaite connaissance, et sans réserve de la part du vendeur, qui a acquis le dit immeuble par bons titres, en la possession de David Tremblay comme propriétaire, pendant le-

Ratification

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed executed before V. Lamarche, notary, on the nineteenth day of February, eighteen hundred and ninety seven, between Leslie H. Gault, merchant; Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, contractor; Dame Fortunate Dufort, wife separated as to property of Louis Boisseau, merchant, duly authorized by her husband for the purposes hereof; Dame Eliza-Ann Stephenson, wife separate as to property of William Dagg, accountant, duly authorized by her husband for the purposes hereof; Dame Florence-Annie-Elizabeth Benson, wife separated as to property of Irving L. Smith, merchant-tailor, duly authorized by her said husband for the purposes hereof; Médéric Ménard, hotel-keeper; Alfred Jones, real estate agent, all of the city of Montreal, and herein after called the vendors, acting by Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet and Leslie H. Gault, above named hereto present, their duly authorized agents and attorneys under a certain deed of power of attorney executed on the thirty first day of August, eighteen hundred and ninety four, before V. Lamarche, notary, and David Tremblay, of Saint Henri, carpenter, being a sale of the said Leslie H. Gault *et al* to the said David Tremblay, of that certain lot now known as subdivision number two hundred and fifty five, on the subdivisional plan and book of reference duly made and filed of lot number two hundred and sixty two, on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet, in the county of Hochelaga, containing in front and in rear by one hundred and forty six feet in depth, english measure, with the right of way in the lane in rear and in the street in front, in common, with others having rights therein, with all and every the members and appurtenances thereto belonging, of which the said purchaser declare to have a perfect knowledge, and

trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par le dit David Tremblay, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le septième jour de mai mil neuf cent quatorze, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire de la
cour supérieure de Montréal.
A. PAPINEAU MATHIEU,
Procureur du dit David Tremblay.
Montréal, 11 mars 1914. 1321
[Première publication, 28 mars 1914].

without reserve on the part of the vendor, who acquired the same by good titles, and possessed by the said David Tremblay as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claims any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said lot was acquired by the said David Tremblay, are hereby notified that application will be made to the said court, on the seventh day of May, nineteen hundred and fourteen, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby acquired to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day in default of which they will be for ever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy protonotary
superior court Montreal.
A. PAPINEAU MATHIEU,
Attorney for said David Tremblay.
Montreal, 11th March, 1914. 1322
[First published, 28th March, 1914].

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 13.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Bissonnette vs Poirier	768
" Brissette vs Lajoie.....	767
" Cassidy vs Paré.....	768
" Chicoine vs Beauregard	788
" Denis vs Lachapelle.....	767
" Fickler vs Cohen.....	766

ACTIONS EN SEPARATION DE CORPS ET DE BIENS:
—Dme Deschênes vs Lalonde, 765; Dme
Faille vs Beauvais, 768; Dme Goyette vs
Goyette, 767.

ARRETES EN CONSEIL:—Tarif de péage:—Rivière
Etchemin, M. H. Atkinson, 745; Rivière
Chaudière, M. John Breakey, 745.

ASSEMBLEE:—King Edward Park & Amusement
Coy., 788.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIETE:—Alumnae
Mutual Benefit Association, &c., 748; Globe
Rutgers Insurance Coy., 748; La Cie d'Assu-
rance contre l'incendie de Rimouski, 745.

CERCLE AGRICOLE, DISSOLUTION:—Paroisse Saint
Hilaire, 786.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE:—Paroisse du
Sacré-Cœur-de-Jésus, 787.

COMPAGNIES AUTORISEES A FAIRE DES OPERA-
TIONS:—American Metal Polish Coy., 744;
Kee Lox Manufacturing Coy., Ltd, 744;
Keiths, Ltd., 744; Warner Quinlan Asphalt
Coy., 744.

DEPUTE ELU:—L'hon. M. Joseph-Adolphe Tes-
sier, collège électoral des Trois-Rivières, 741.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 13.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

" Guérette vs Blanchet.....	766
" Jamieson vs Claxton.....	767
" Leclair vs Foucault dit Urbain.....	766
" Lepage vs Forget.....	766
" Ryan vs McCormack.....	788
" Shannon vs Woffl.....	766

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BODY AND BOARD:
—Dme Deschênes vs Lalonde, 765; Dme
Faille vs Beauvais, 768; Dme Goyette vs
Goyette, 767.

ORDERS IN COUNCIL:—Tariff of tolls:—River
Etchemin, Mr. H. Atkinson, 745; River
Chaudière, Mr. John Breakey, 745.

MEETING:—King Edward Park & Amusement
Coy., 788.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—Alumnae
Mutual Benefit Association, &c., 748; Globe
Rutgers Insurance Coy., 748; La Cie d'Assu-
rance contre l'incendie de Rimouski, 745.

FARMERS' CLUB, DISSOLUTION:—Parish Saint
Hilaire, 786.

FARMERS' CLUB, FORMATION OF:—Parish of Sacré-
Cœur-de-Jésus, 787.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—Ame-
rican Metal Polish Coy., 744; Kee Lox
Manufacturing Coy., Ltd., 744; Keiths, Ltd.,
744; Warner Quinlan Asphalt Coy., 744.

MEMBER ELECTED:—The Hon. Mr. Joseph-
Adolphe Tessier, electoral division of Three
Rivers, 741.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Bertrand & Fils.....	769
Drolet.....	769
Erno.....	789
Gagnon.....	789
Gagnon.....	769
Garon.....	768
Gervais.....	769
Hamel.....	770

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

Casino, Ltd.....	751
Donohue's, Ltd.....	746
Hare & McKenzie, Ltd.....	758
Henderson's Specialty Manufacturing Coy., Ltd.....	762
Hirsch Horn, Ltd.....	000
Institut Gaube, incorp.....	764
Krausman's, Ltd.....	749
La Cie Industrielle Lacroix de Contrecoeur, Ltée.....	751

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES:—Saint-Pierre, Ltd., 746.

MUNICIPALITES SCOLAIRES:—Amos, 745; Chigawake Centre, 748; Corporation des syndicats d'écoles de Saint-Rémi, abolie, 788; Lots Canton Masham—municipalité Lapeche, 745; Municipalité de Saint-Rémi.

NOMINATIONS:—

Cour des commissaires:—Paroisse Saint-Eustache, 742.

Commissaires:—M. J. F. Marcotte, 765.

Député percepteur du revenu:—M. J. Ephrem Bedard, 786.

Greffier cour de circuit:—M. T. Adolphe Christin, 741.

Juges de paix:—Districts:—Ottawa, 742; Montréal, 742; Québec, 742; Joliette, 743; Beauce, 742; Saint-François, 743.

Protonotaire conjoint cour supérieure et greffier de la paix:—MM. J. Syned Broderick et Chs Emile Bachand, 742.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT —M. Joseph A. Lessard, 765.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFEREES:—M. Albert Guay, 745.

ORDRE DE COUR:—Tremblay, 771.

PROCLAMATIONS:—Canton Ross, 784; Convocation des chambres, 743.

RATIFICATION:—Gault *et al* et Tremblay, 790.

VENTE D'EFFETS NON RECLAMES:—Canadian Express Coy., 768.

VENTE PAR LICITATION:—Lambert vs Lambert *et al*, 771.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

La Cie des Combustibles Domestiques Londei, de Montréal.....	770
La Cie Théâtrale des Trois-Rivières, Ltée.....	790
Lespérance.....	770
Londei.....	770
McCann & Co.....	769
Shorey.....	789

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

La Relais Hôtel, Ltée.....	752
Les Terres à Ciment, Ltée.....	754
Montreal Sporting Club, Ltd.....	756
Reed Realities, Ltd.....	761
Sherbrooke Annex Realty Coy.....	753
Silver Dollar Palace, Ltd.....	747
The Bagot Electric Coy., Ltd.....	756
The Canadian Light & Power Coy.....	787
The Upton Electric Coy., Ltd.....	749

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—Saint-Pierre, Ltd., 746.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Amos, 745; Chigawake Centre, 748; Corporation of the school trustees of Saint Remi, abolished, 788; Lots township Masham, municipality Lapeche, 745; Municipality of Saint Remi.

APPOINTMENTS:—

Commissioners' Court:—Parish Saint Eustache, 742.

Commissioners':— Mr. J. F. Marcotte, 765.

Deputy collector of revenue:—Mr. J. Ephrem Bedard, 786.

Clerk of circuit court:—Mr. T. Adolphe Christin, 741.

Justice of the peace:—Districts:—Ottawa, 742; Montréal, 742; Québec, 742; Joliette, 743; Beauce, 742; Saint Francis, 743.

Joint prothonotary, superior court and clerk of the peace:—Messrs J. Syned Broderick and Chs. Emile Bachand, 742.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER: —Mr. Joseph A. Lessard, 765.

NOTARIAL MINUTES, TRANSFERRED:—Mr. Albert Guay, 745.

ORDER OF COURT:—Tremblay, 771.

PROCLAMATIONS:—Township Ross, 784; Parliament convoked, 743.

RATIFICATION:—Gault *et al* and Tremblay, 790.

SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS:—Canadian Express Coy., 768.

SALE BY LICITATION:—Lambert vs Lambert *et al*, 771.

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ARTHABASKA:—Frawley vs héritiers Cantin, 772; Lecomte vs Trudel, 772; Perrault (Dlle) vs Perrault, 773.

IBERVILLE:—Mercier vs Rivet, 773.

MONTREAL:—Gagnon vs Lamothe, 775; Geoffrion vs Isabel, 774; Handfield vs Prieur, 779; Henry, failli, 777; Jodoin vs Laporte, 778; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Lacroix & Lacroix esql., 778; Les Commissaires d'Ecoles, Saint-Joseph de Bordeaux vs Gagnon, 779; Maillé Dme vs Lubin, 774; Martel vs Frank, 778; Montpetit *et al* esql. vs Malouin, 775; Surprenant vs Dme Cheveleur, 776; Petit dit Lalumière *et al* vs Messier, 777.

PONTIAC:—Geoffroy vs Leblanc, 780.

QUEBEC:—Coulombe vs Brunet, 780.

ROBERVAL:—Collard vs Côté, 781.

SAGUENAY:—Jacques & Fils vs Lapointe, 781.

SAINT-FRANCOIS:—Martel vs Cookson, 782.

TROIS-RIVIERES:—Beaudry vs La Cie Théâtrale des Trois-Rivières, 784; Carignan & Cie, faillis, 782; Potvin vs Truchon, 784.

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—Frawley vs. heirs Cantin, 772; Lecomte vs. Trudel, 772; Perrault (Dlle) vs. Perrault, 773.

IBERVILLE:—Mercier vs. Rivet, 773.

MONTREAL:—Gagnon vs. Lamothe, 775; Geoffrion vs. Isabel, 774; Handfield vs. Prieur, 779; Henry, insolvent, 777; Jodoin vs. Laporte, 778; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs. Lacroix & Lacroix esql., 778; Les Commissaires d'Ecoles, Saint-Joseph de Bordeaux vs. Gagnon, 779; Maillé Dmevs. Lubin, 774; Martel vs. Frank, 778; Montpetit *et al* esql. vs. Malouin, 775; Surprenant vs. Dme Cheveleur, 776; Petit dit Lalumière *et al* vs. Messier, 777.

PONTIAC:—Geoffroy vs. Leblanc, 780.

QUEBEC:—Coulombe vs. Brunet, 780.

ROBERVAL:—Collard vs. Côté, 781.

SAGUENAY:—Jacques & Fils vs. Lapointe, 781

SAINT FRANCIS:—Martel vs. Cookson, 782.

THREE RIVERS:—Beaudry vs. La Cie Théâtrale des Trois-Rivières, 784; Carignan & Cie, insolvents, 782; Potvin & Truchon, 784.

OK
30 MAR 1914